



Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat

Juillet 2021

À propos de l’Inuit Tapiriit Kanatami

L’Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) est l’organisme représentatif national des Inuits du Canada, dont la majorité vit dans l’Inuit Nunangat, la patrie des Inuits, qui comprend 51 collectivités dans la région désignée des Inuvialuits (Territoires du Nord-Ouest), le Nunavut, le Nunavik (nord du Québec) et le Nunatsiavut (nord du Labrador). L’Inuit Nunangat comprend près du tiers de la masse terrestre du Canada et la moitié de sa côte arctique. Les membres votants du conseil d’administration de l’ITK sont élus démocratiquement par les bénéficiaires des accords sur les revendications territoriales respectifs; les administrateurs élisent le président de l’ITK. L’ITK représente donc les droits et les intérêts des Inuits à l’échelle nationale au moyen d’une structure de gouvernance démocratique qui regroupe toutes les régions inuites. L’ITK préconise les politiques, les programmes et les services visant à aborder les priorités que déterminent les Inuits.

Les membres du conseil d’administration de l’ITK sont les suivants :

- Président et directeur général, région désignée des Inuvialuits
- Président, Société Makivik
- Président, Nunavut Tunngavik inc.
- Président, gouvernement du Nunatsiavut

En plus des membres votants, voici les représentants permanents non votants qui siègent aussi au conseil d’administration:

- Président, Conseil circumpolaire inuit (Canada)
- Présidente, Pauktuutit Inuit Women of Canada
- Président, Conseil national des jeunes Inuits

Vision

Les Inuits canadiens prospèrent grâce à leur unité et leur autodétermination.

Mission

L’Inuit Tapiriit Kanatami est le porte-parole national en vue de protéger et de promouvoir les droits et les intérêts des Inuits au Canada.



Table des matières

Lettre du président de l'ITK	2
Sommaire	3
Introduction	4
Partie I : Vision et contexte	5
Vision	5
Pourquoi avons-nous besoin d'une stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat?	5
Définir la sécurité alimentaire	5
Le droit à une alimentation adéquate est un droit de la personne	6
Système alimentaire dans l'Inuit Nunangat	7
Prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits	11
Insécurité alimentaire et santé	13
Politiques, initiatives et programmes existants en matière d'alimentation	14
Vecteurs de l'insécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat	16
Renforcer l'autodétermination des Inuits au sein du système alimentaire de l'Inuit Nunangat ..	20
Améliorer la sécurité alimentaire par la réduction de la pauvreté et l'autonomie économique ...	20
Renforcer la sécurité alimentaire par une aide financière directe aux familles à faible revenu ...	24
Subventionner, réglementer et investir dans le secteur aérien du Nord en tant que service essentiel	25
Infrastructures	27
Partie 2 : Priorités, objectifs et mesures	30
PREMIER SECTEUR PRIORITAIRE : Systèmes alimentaires et bien-être	31
DEUXIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Législation et politiques	32
TROISIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Programmes et services	33
QUATRIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Connaissances, compétences et capacités	34
CINQUIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Recherche et évaluation	35
Conclusion	36
Annexes	37
ANNEXE A : Distribution alimentaire commerciale dans l'Inuit Nunangat	37
ANNEXE B : Réglementation des récoltes de nourriture traditionnelle au Groenland aux fins de vente commerciale et de distribution	42
ANNEXE C : Résultats à vie fondés sur des données probantes découlant des visites à domicile de santé publique pour les parents nouveaux et vulnérables	44
Notes	46
Encadrés	
1. Changements environnementaux et systèmes alimentaires inuits	19
2. Modèles prometteurs d'autodétermination des Inuits dans les systèmes alimentaires	21
3. Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP ou Programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire) des États-Unis	24
4. Subventions pour les services aériens en région éloignée	26
5. Les déficits en infrastructures maritimes et aériennes dans l'Inuit Nunangat	28
Figures	
Figure 1 : Dynamique de l'approvisionnement alimentaire des Inuits	8
Figure 2 : Prédominance de l'insécurité alimentaire des Inuits dans l'Inuit Nunangat	11
Figure 3 : Coûts alimentaires et revenus variables dans tout l'Inuit Nunangat	18
Figure 4 : Solutions de sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat	23
Figure 5 : Réseaux de transport des aliments dans l'Inuit Nunangat	29

Lettre du président de l'ITK

© Adam Scotti



Un trop grand nombre d'Inuits luttent pour avoir assez de nourriture. L'insécurité alimentaire et la pauvreté que connaissent de nombreux Inuits découlent des effets historiques et actuels combinés du colonialisme, du racisme systémique et de l'inégalité structurelle au Canada. Vivre l'insécurité alimentaire, c'est vivre une crise quotidienne et essayer de s'en sortir peut entraîner des traumatismes physiques et psychologiques à long terme. Un trop grand nombre d'Inuits grandissent en connaissant ce genre de traumatisme et ses répercussions tout au long de leur vie. Nous avons la capacité de lutter contre l'insécurité alimentaire au sein de notre population, surtout si l'on considère l'abondance de nourriture au Canada.

Le mode de fonctionnement actuel des systèmes alimentaires dans l'Inuit Nunangat contribue directement à l'insécurité alimentaire. Les politiques, les programmes et les investissements monétaires du gouvernement ont une incidence considérable sur les choix, la disponibilité et les prix des aliments dans nos collectivités. J'espère que cette stratégie entraînera des changements dans ce système qui est un vecteur clé de l'insécurité alimentaire chez les Inuits.

L'insécurité alimentaire des Inuits n'est pas un problème nouveau. Elle constitue une violation honteuse des droits de la personne à laquelle le Canada est légalement tenu de remédier. Les gouvernements sont restés inactifs pendant trop longtemps, privilégiant des mesures et des investissements progressifs qui ne règlent pas les causes profondes de l'insécurité alimentaire.

Les Inuits ont contribué à documenter la forte prédominance de l'insécurité alimentaire dans leurs collectivités depuis au moins une décennie dans un effort visant à galvaniser les mesures transformatrices nécessaires pour améliorer l'accès à la nourriture. Des mouvements de base dans l'Inuit Nunangat, tels que *Feeding My Family*, basé au Nunavut, ont réussi à attirer l'attention nationale sur cette question. Cependant, ces efforts n'ont pas suscité suffisamment de résultats et un trop grand nombre de nos concitoyens continuent d'avoir des difficultés. Cette réalité est inacceptable et doit être changée.

La *Stratégie sur la sécurité alimentaire de l'Inuit Nunangat* (la « Stratégie ») détermine les vecteurs de l'insécurité alimentaire qui sont communs à toutes les régions de l'Inuit Nunangat. Elle énonce les mesures coordonnées nécessaires pour s'attaquer aux facteurs interdépendants de l'insécurité alimentaire, comme la pauvreté, le coût élevé de la vie, les changements climatiques et les contaminants. Cette stratégie préconise des actions visant à renforcer le contrôle des Inuits sur la gouvernance de leur système alimentaire au moyen de politiques, d'initiatives et de programmes nationaux qui apportent un soutien direct aux initiatives locales et régionales dirigées par des Inuits et qui peuvent faire une différence. En outre, la Stratégie détermine des moyens de soutenir le développement d'un système alimentaire pour l'Inuit Nunangat qui reflète plus étroitement les réalités et les priorités des collectivités inuites.

L'ampleur et la complexité de l'insécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat doivent susciter des solutions ambitieuses et coordonnées qui tiennent compte de tous les facteurs d'insécurité alimentaire chez les Inuits. Cette stratégie est un plan d'action dont la mise en œuvre peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans nos collectivités. Sa publication est une étape importante; toutefois, l'atteinte de cet objectif nécessitera un appui durable de la part des gouvernements et d'autres partenaires.

De nombreuses personnes ont contribué à l'élaboration de cette stratégie et je suis reconnaissant de leur travail et de leur expertise. Elle a été élaborée par le Groupe de travail national sur la sécurité alimentaire des Inuits, dont les représentants régionaux travaillent en première ligne des défis de l'insécurité alimentaire depuis de nombreuses années.

Nakummek,

Natan Obed



Sommaire

La *Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat* (la « Stratégie ») préconise des solutions dirigées par les Inuits pour améliorer la sécurité alimentaire et créer un système alimentaire durable dans l'Inuit Nunangat. Notre vision est de mettre un terme à la faim et de soutenir la souveraineté alimentaire des Inuits dans tout l'Inuit Nunangat en aidant à élaborer un système alimentaire durable qui reflète nos valeurs sociétales, appuie notre bien-être et assure notre accès à des aliments à prix abordables, nutritifs, sûrs et respectant nos préférences culturelles.

Le droit de toute personne à une alimentation adéquate est un droit de la personne que le Canada est tenu de mettre en œuvre en tant que partie à de multiples conventions internationales contraignantes imposant des obligations légales de respecter, protéger et réaliser ce droit. Le Canada s'est également engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) du Programme 2030 comprennent des objectifs visant à éliminer la faim et la pauvreté. Et les ODD inspirent le *Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada*, une feuille de route pour le développement durable de l'Inuit Nunangat et des régions du Nord du Canada. Cependant, il n'y a pas de politiques, d'initiative ou de programmes fédéraux correspondants en matière de sécurité alimentaire ou de réduction de la pauvreté dans l'Inuit Nunangat et qui seraient suffisamment ambitieux pour permettre la réalisation de ces engagements. La prédominance inacceptable de l'insécurité alimentaire chez les Inuits reste donc largement ignorée par les gouvernements.

La prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits est l'une des crises de santé publique les plus longues auxquelles est soumise une population canadienne. De plus, les Inuits sont confrontés à la plus forte prédominance documentée d'insécurité alimentaire de tous les peuples autochtones vivant dans un pays développé. Cette crise reflète non seulement les défis significatifs rencontrés au sein de notre système alimentaire, mais aussi la gravité des inégalités sociales et sanitaires qui persistent chez notre peuple. De multiples facteurs interdépendants, dont la pauvreté, le coût élevé de la vie, les changements climatiques, les infrastructures inadéquates, les traumatismes intergénérationnels et le racisme systémique, contribuent à l'insécurité alimentaire des Inuits.

Les gouvernements doivent prendre des mesures pour mettre fin à cette crise en s'associant aux Inuits pour améliorer la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat. Des mesures et des investissements sont nécessaires pour soutenir les activités de récolte et la prise de décisions en matière de gestion des ressources fauniques par des Inuits, subventionner et réglementer le transport des aliments, appuyer la production alimentaire régionale par le développement de marchés alimentaires locaux, ainsi qu'élaborer des initiatives de politiques publiques, des programmes de sécurité alimentaire et des interventions efficaces. Des partenariats entre les Inuits, les gouvernements et les établissements de recherche sont nécessaires pour surveiller l'efficacité et les incidences de ces mesures, protéger notre santé contre les contaminants et soutenir le développement de nouvelles initiatives axées sur les membres les plus vulnérables de notre société.

Une action ambitieuse et coordonnée dans les cinq domaines prioritaires suivants est nécessaire pour lutter contre les vecteurs de l'insécurité alimentaire : recherche et intervention; système alimentaire et bien-être; législation et politiques; programmes et services; connaissances et compétences. La Stratégie détermine des objectifs et des mesures dans chaque domaine prioritaire qui doivent être mis de l'avant par les Inuits en partenariat avec les gouvernements, les établissements universitaires et d'autres partenaires.

Introduction

La *Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat* (la « Stratégie ») détermine les mesures coordonnées nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire des Inuits dans l'Inuit Nunangat. Les Inuits connaissent la plus forte prédominance documentée d'insécurité alimentaire parmi tous les peuples autochtones vivant dans un pays développé¹. Cela signifie qu'en tout temps, de nombreuses familles luttent pour avoir accès à des aliments suffisants, sains et nutritifs pour répondre à leurs besoins alimentaires, ainsi qu'à leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

La prédominance de l'insécurité alimentaire chez notre peuple est l'une des crises de santé publique les plus longues auxquelles est confrontée une population canadienne et constitue un indicateur affligeant des nombreuses inégalités sociales et économiques interreliées dont souffrent un trop grand nombre d'Inuits. La pauvreté, les logements inadéquats et surpeuplés, le faible niveau d'éducation et d'emploi ne sont que quelques exemples de ces inégalités. Les changements climatiques contribuent à l'insécurité alimentaire et à d'autres inégalités sociales et économiques en rendant les activités de récolte plus coûteuses, imprévisibles et dangereuses. Ces déterminants sociaux de la santé sont fortement interconnectés et ont un effet direct sur l'insécurité alimentaire dans nos collectivités. Dans l'Inuit Nunangat, les adultes inuits qui ont des enfants, sont sans emploi ou vivent dans des logements surpeuplés sont touchés de façon disproportionnée. Les mères célibataires, en particulier, sont confrontées à de multiples obstacles pour assurer la nourriture de leur famille.

Bien que les Inuits aient connu des périodes de pénurie alimentaire dans le passé, la faim prolongée était rare. Nos ancêtres prospéraient dans notre environnement et étaient autonomes, se déplaçant entre les camps saisonniers pour récolter de la nourriture tout au long de l'année. Le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat a subi des changements considérables à partir du début des années 1900, en raison de multiples politiques et initiatives coloniales qui ont modifié la société inuite. Les politiques coloniales, telles que les réinstallations, les programmes d'établissement et les pensionnats, ont réduit la mobilité des Inuits et, dans certains cas, ont empêché la participation aux activités de récolte et le transfert des compétences essentielles à la vie, tout en limitant l'autodétermination des Inuits dans le développement du système alimentaire dans l'Inuit Nunangat. Une fois que les Inuits se sont installés dans des établissements permanents toute l'année, les règlements stricts en matière de récolte et l'abattage des chiens de traîneau inuits dans certaines régions ont eu un effet néfaste sur la capacité des Inuits à rester autonomes par rapport aux aliments récoltés, limitant ainsi leur autodétermination relativement au système alimentaire dans l'Inuit Nunangat, une réalité qui perdure à l'heure actuelle.

La Stratégie détermine les mesures nationales nécessaires pour aider à améliorer la sécurité alimentaire dans tout l'Inuit Nunangat. Elle jette les bases de l'autodétermination et de la souveraineté alimentaire des Inuits. Cette souveraineté est atteinte lorsque notre peuple est en mesure de définir librement les politiques qui façonnent le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat, de manière à refléter nos priorités et nos préférences alimentaires. Elle est atteinte en renforçant l'autodétermination des Inuits dans tous les aspects du système alimentaire dans l'Inuit Nunangat.

La Stratégie complète et s'appuie sur les initiatives régionales de sécurité alimentaire dirigées par des Inuits et favorise les interventions nécessaires pour soutenir les personnes et les ménages vulnérables². La mise en œuvre de la Stratégie est destinée à progresser en partenariat avec les gouvernements. Elle n'aborde pas directement les défis uniques auxquels sont confrontés les Inuits vivant en milieu urbain et souffrant d'insécurité alimentaire.

La Stratégie est divisée en deux parties. La première partie fournit des informations sur la prédominance de l'insécurité alimentaire, le système alimentaire de l'Inuit Nunangat et les vecteurs de l'insécurité alimentaire. Elle détermine les interventions fondées sur des données probantes pour soutenir les familles vulnérables et leur application potentielle dans les collectivités inuites. La deuxième partie relie ces informations à cinq domaines prioritaires d'action et d'investissement, ainsi qu'aux mesures et objectifs correspondants pour améliorer et appuyer la sécurité et la souveraineté alimentaires.



Partie I : Vision et contexte

La partie I de la Stratégie établit la vision et la raison d’être de son élaboration. Elle détermine les vecteurs interdépendants de l’insécurité alimentaire chez les Inuits, ainsi que les solutions pour améliorer la sécurité alimentaire et appuyer la souveraineté alimentaire. Elle comprend également des renseignements sur les travaux en cours dans chacune des quatre régions de l’Inuit Nunangat et met en évidence des exemples de mesures positives prises dans d’autres compétences qui peuvent inspirer cet important travail.

Vision

Nous envisageons de mettre fin à la faim et de faire progresser la souveraineté alimentaire des Inuits dans tout l’Inuit Nunangat en établissant un système alimentaire durable qui reflète nos valeurs sociétales, appuie notre bien-être et assure notre accès à des aliments à prix abordables, nutritifs, sains et selon nos préférences culturelles.

Pourquoi avons-nous besoin d’une stratégie sur la sécurité alimentaire dans l’Inuit Nunangat?

La forte prédominance de l’insécurité alimentaire chez les Inuits est une crise de santé publique nationale complexe qui ne peut être résolue que par des mesures coordonnées prises par de multiples partenaires. Les vecteurs de l’insécurité alimentaire sont interconnectés. Pour y remédier, il faut des mesures novatrices et des investissements qui ne peuvent être coordonnés que par une stratégie nationale. La Stratégie remplit trois fonctions principales:

1. Créer une compréhension nationale commune de la prédominance de l’insécurité alimentaire chez les Inuits et de ses répercussions sur la santé et le bien-être.
2. Faciliter une compréhension nationale commune des facteurs d’insécurité alimentaire chez les Inuits et des solutions politiques qui peuvent aider à assurer que toutes les familles inuites sont en mesure de répondre à leurs besoins.
3. Coordonner les mesures quantifiables prises par les gouvernements, les Inuits et les intervenants du système alimentaire dans l’Inuit Nunangat pour améliorer la sécurité alimentaire de notre peuple.

La Stratégie permet aux Inuits de travailler ensemble en utilisant une approche fondée sur leurs forces et qui s’appuie sur les mesures de sécurité alimentaire existantes. L’amélioration de la sécurité alimentaire est une priorité commune à tout l’Inuit Nunangat, et la Stratégie propose des solutions qui peuvent être adaptées aux circonstances uniques de chaque région de l’Inuit Nunangat.

Définir la sécurité alimentaire

La Stratégie adopte la définition de la sécurité alimentaire la plus largement utilisée et acceptée, élaborée par l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO):

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active³ [Traduction].

La Stratégie applique cette définition aux circonstances uniques auxquelles font face les Inuits. Ces circonstances comprennent le caractère unique du système alimentaire dans l’Inuit Nunangat, qui comprend des aliments récoltés et des aliments achetés en magasin. L’importance des aliments récoltés dans notre culture et notre mode de vie, ainsi que la satisfaction de nos besoins alimentaires et de nos préférences alimentaires, sont également des aspects distincts de ce système alimentaire.

Le droit à une alimentation adéquate est un droit de la personne

Le droit à une alimentation adéquate et à l'abri de la faim est un droit fondamental de la personne affirmé dans de multiples instruments des droits de la personne, et le gouvernement du Canada est tenu de respecter, de promouvoir et de faire respecter ce droit. Le gouvernement du Canada a ratifié le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* en 1976, un traité international contraignant qui affirme le droit à une alimentation adéquate en vertu de l'article 11:

Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie⁴.

Le comité chargé de surveiller l'application du Pacte a précisé la signification du droit à une alimentation adéquate comme suit:

La disponibilité de nourriture exempte de substances nocives et acceptable dans une culture déterminée, en quantité suffisante et d'une qualité propre à satisfaire les besoins alimentaires de l'individu; l'accessibilité ou possibilité d'obtenir cette nourriture d'une manière durable et qui n'entrave pas la jouissance des autres droits de l'homme⁵.

Le Canada s'est également engagé à respecter, promouvoir et faire respecter le droit à l'alimentation par un certain nombre d'autres traités. La *Convention relative aux droits de l'enfant*⁶ a été ratifiée par le Canada en 1991 et l'article 24 affirme le droit de chaque enfant à une alimentation nutritive adéquate. En 1981, le Canada a ratifié la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*⁷, dont le préambule reconnaît que les femmes vivant dans la pauvreté ont moins d'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la formation et aux possibilités d'emploi et autres besoins. En outre, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*⁸, adoptée par le Canada en 2016, souligne les droits des peuples autochtones à vivre dans la dignité, à maintenir et à renforcer leur culture et leurs traditions, ainsi qu'à l'autodétermination.

L'incapacité du Canada à respecter le droit à une alimentation adéquate a été examinée de près par la communauté internationale. Le rapport de la mission au Canada du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, publié en 2012, souligne la prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits et établit un lien entre les traumatismes historiques et la marginalisation des peuples autochtones, d'une part, et l'insécurité alimentaire et la pauvreté, d'autre part. Le Rapporteur a recommandé au Canada de formuler une stratégie alimentaire nationale globale fondée sur les droits⁹.



Système alimentaire dans l'Inuit Nunangat

Le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat comprend les infrastructures, les facteurs environnementaux, les politiques et les pratiques réglementaires qui influencent la qualité, les coûts et la disponibilité des aliments dans tout l'Inuit Nunangat. Il comprend les chaînes d'approvisionnement et les détaillants participant au transport des aliments vers nos collectivités, ainsi que les organisations et les réseaux communautaires engagés dans la récolte, le commerce, la réglementation et la distribution des aliments traditionnels et des aliments produits localement. Les aliments traditionnels sont toutes les espèces animales, végétales et de poissons qui sont récoltées par les Inuits, qu'elles soient ou non récoltées ou vendues commercialement. La culture d'aliments locaux est une composante émergente mais relativement petite du système alimentaire, tandis que la récolte d'aliments traditionnels est considérablement plus importante. Le nombre croissant d'initiatives de production alimentaire locale comprend des serres communautaires, des conteneurs hydroponiques, la transformation des aliments locaux et des initiatives expérimentales axées sur l'élevage du bétail, l'établissement de stations piscicoles et l'encouragement des jardins familiaux.

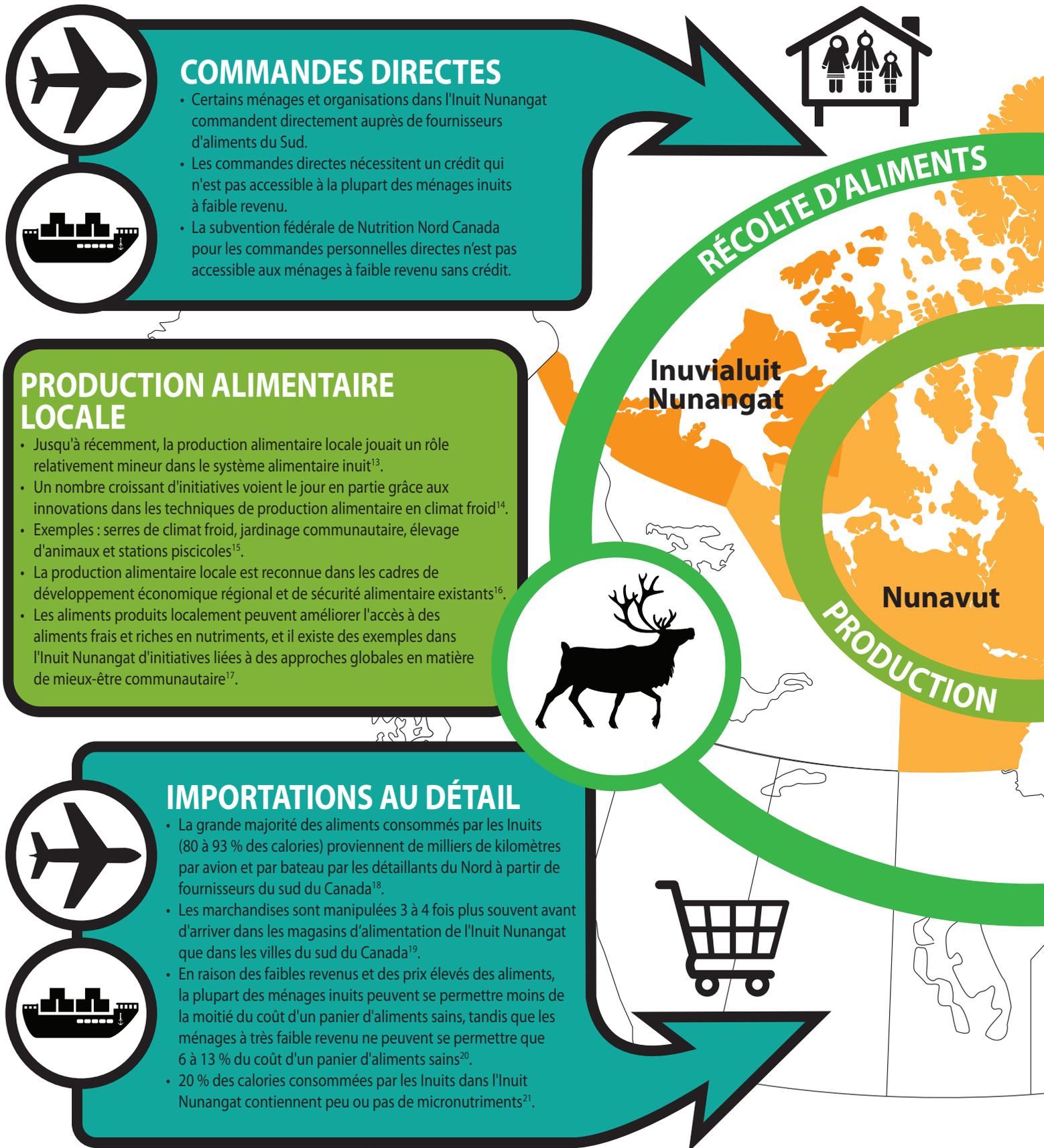
Le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat est unique au Canada parce que les familles inuites comptent sur les aliments récoltés et les aliments achetés en magasin pour répondre à leurs besoins. Il est également unique en raison de l'influence de la géographie et de l'environnement sur la disponibilité, la qualité, le stockage et la distribution des aliments achetés en magasin qui, à l'exception de deux collectivités, doivent tous être transportés par voie aérienne toute l'année ou par voie maritime pendant la courte saison d'expédition. Par conséquent, notre système alimentaire ne reflète pas nécessairement les préférences alimentaires de la majorité de la population inuite et n'a pas nécessairement à cœur les meilleurs intérêts des consommateurs inuits.

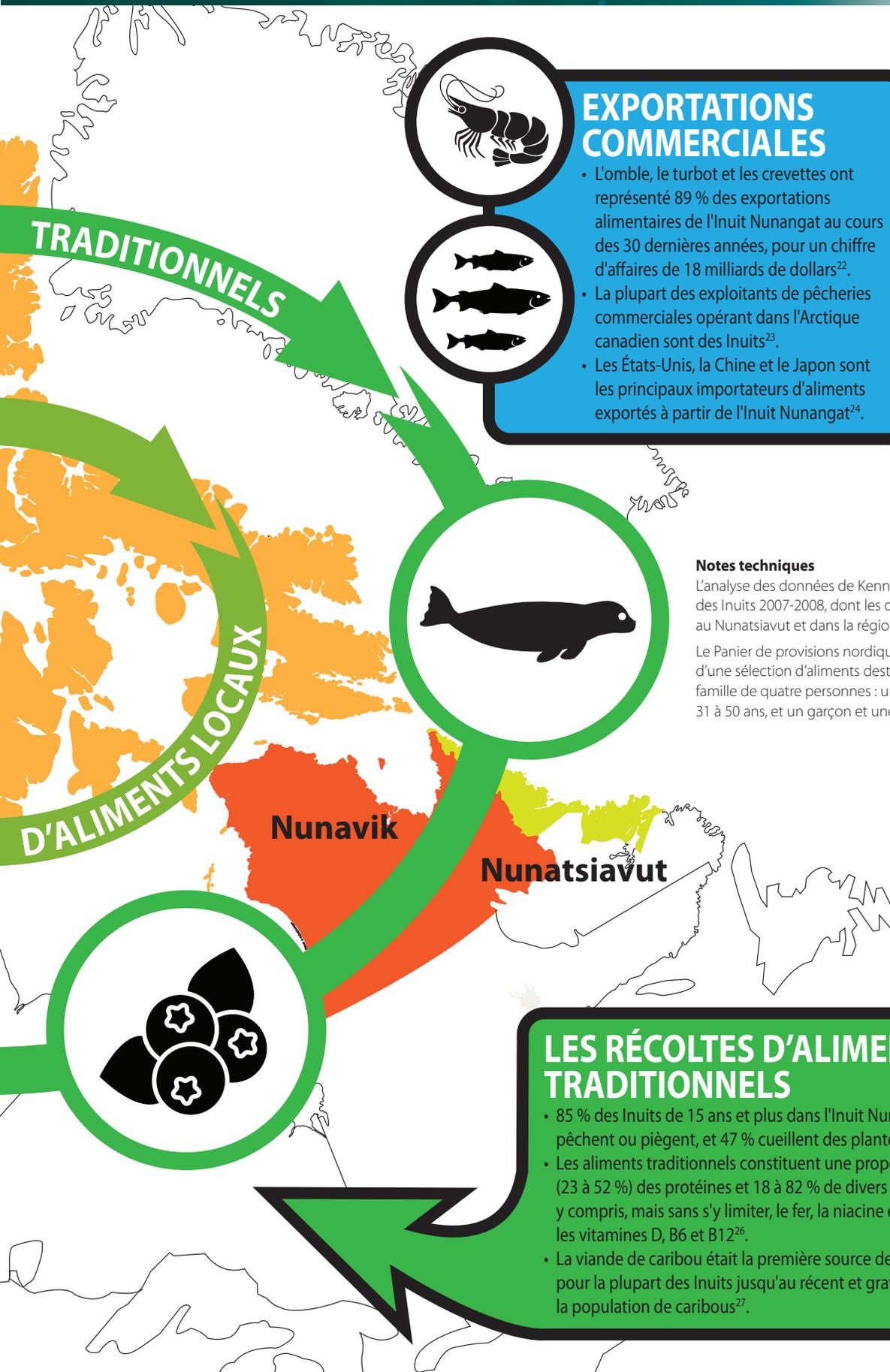
La structure de notre système alimentaire influence les types d'aliments disponibles pour nos ménages et la manière dont ils sont acquis. Le système alimentaire comporte trois grands volets: a) la récolte des aliments traditionnels, b) la récolte commerciale, et c) les aliments achetés en magasin (voir l'annexe A: Distribution d'aliments commerciaux dans l'Inuit Nunangat).

a) Récolte des aliments traditionnels

Les aliments récoltés (également appelés nourriture traditionnelle ou aliments recueillis dans la nature) sont un pilier de la culture, de l'identité et de la santé des Inuits et constituent une source majeure de nourriture. Dans l'Inuit Nunangat, la plupart des habitants chassent, pêchent ou piègent et près de la moitié cueillent des plantes ou des baies sauvages¹⁰. Les aliments récoltés sont un élément essentiel de notre santé physique et mentale, de notre bien-être et de notre subsistance spirituelle; par ailleurs, leur valeur et leur qualité nutritionnelles sont manifestement supérieures¹¹. Grâce à des analyses de la valeur monétaire des aliments récoltés au Nunavut, on estime que la récolte d'aliments traditionnels permet aux ménages d'économiser des dizaines de millions de dollars en comparant les protéines récoltées aux sources de protéines achetées en magasin¹². Les droits de récolte des Inuits et les organismes associés qui réglementent et surveillent les activités de récolte sont affirmés dans les accords de revendications territoriales entre les Inuits et la Couronne. En l'absence d'activités de récolte locales, le secteur alimentaire commercial serait incapable de répondre aux besoins culturels ou alimentaires de notre peuple. La récolte, la préparation et le partage des aliments traditionnels répondent à des besoins alimentaires culturels profonds que les ventes commerciales ne peuvent satisfaire. Les aliments traditionnels sont partagés et vendus de manière informelle, avec une quantité limitée disponible dans les établissements et les commerces de détail de certaines collectivités.

Figure 1 : Dynamique de l'approvisionnement alimentaire des Inuits





EXPORTATIONS COMMERCIALES

- L'omble, le turbot et les crevettes ont représenté 89 % des exportations alimentaires de l'Inuit Nunangat au cours des 30 dernières années, pour un chiffre d'affaires de 18 milliards de dollars²².
- La plupart des exploitants de pêcheries commerciales opérant dans l'Arctique canadien sont des Inuits²³.
- Les États-Unis, la Chine et le Japon sont les principaux importateurs d'aliments exportés à partir de l'Inuit Nunangat²⁴.

Notes techniques

L'analyse des données de Kenny est fondée sur l'Enquête sur la santé des Inuits 2007-2008, dont les données ont été recueillies au Nunavut, au Nunatsiavut et dans la région désignée des Inuvialuits.

Le Panier de provisions nordique révisé est une estimation du coût d'une sélection d'aliments destinés à fournir un régime nutritif à une famille de quatre personnes : un homme et une femme âgés de 31 à 50 ans, et un garçon et une fille âgés de 9 à 13 ans.

LES RÉCOLTES D'ALIMENTS TRADITIONNELS

- 85 % des Inuits de 15 ans et plus dans l'Inuit Nunangat chassent, pêchent ou piègent, et 47 % cueillent des plantes sauvages²⁵.
- Les aliments traditionnels constituent une proportion importante (23 à 52 %) des protéines et 18 à 82 % de divers micronutriments, y compris, mais sans s'y limiter, le fer, la niacine et les vitamines D, B6 et B12²⁶.
- La viande de caribou était la première source de protéines et de fer pour la plupart des Inuits jusqu'au récent et grave déclin de la population de caribous²⁷.

Les accords sur les revendications territoriales des Inuits leur donnent le droit de gérer leurs ressources naturelles et leur approvisionnement alimentaire de manière durable. Notre économie alimentaire traditionnelle comprend non seulement nos activités de récolte d'aliments traditionnels, mais aussi nos activités de transformation, de production et de distribution commerciales, ainsi que nos réseaux de partage fondés sur la culture. Elle est au cœur de notre identité culturelle et de nos systèmes alimentaires locaux. Elle renforce également nos économies locales puisque la transformation des aliments traditionnels crée des sous-produits, tels que les cuirs, les peaux, les os, les défenses et les bois, qui sont essentiels à la production de vêtements inuits, ainsi qu'aux secteurs de l'artisanat et de l'art inuits.

b) Récolte commerciale

L'Inuit Nunangat est une région productrice d'aliments et exporte un volume important d'aliments vers des marchés commerciaux à l'étranger. Entre 1988 et 2017, près de 3,5 millions de tonnes de fruits de mer — principalement des crevettes, du flétan et de l'omble chevalier — ont été exportées de l'Inuit Nunangat, ajoutant environ 600 millions de dollars par année à l'économie canadienne. Pour la seule année 2017, la valeur des exportations de fruits de mer de l'Inuit Nunangat était de 709 millions de dollars²⁸. La plupart des pêcheries engagées dans des activités de récolte commerciale appartiennent à des Inuits et sont centrées au Nunavut, au Nunavik et au Nunatsiavut. Dans certains cas, une partie des recettes est réinjectée dans la pêche de subsistance locale et régionale et dans les opérations d'organisations de chasse, de pêche et de piégeage.

Au Nunavut, les aliments récoltés sont également transformés commercialement et vendus directement aux consommateurs par certains détaillants indépendants, comme Kivalliq Arctic Foods (Rankin Inlet, Nunavut) et Nunavut Country Foods (Iqaluit, Nunavut). Cependant, les aliments récoltés ne sont pas intégrés aux chaînes d'approvisionnement des principaux détaillants alimentaires qui opèrent dans nos collectivités. La vente commerciale généralisée des aliments récoltés au sein des collectivités inuites n'est pas actuellement appuyée par les infrastructures existantes et les chaînes d'approvisionnement nécessaires pour soutenir les économies d'échelle à l'échelle régionale ou dans tout l'Inuit Nunangat. Les règlements actuels en matière de sécurité alimentaire ne sont pas adaptés au contexte des systèmes alimentaires traditionnels inuits. La récolte et la vente commerciales d'aliments traditionnels sont un sujet de débat permanent, certains segments de notre société les percevant comme contraires aux traditions et à l'identité inuites ou comme illégales dans certains contextes²⁹.

c) Les aliments achetés en magasin

Les aliments achetés en magasin sont livrés à nos collectivités toute l'année et expédiés pendant les mois d'été sans glace, à l'exception des deux collectivités inuites situées sur le réseau routier. Les aliments achetés en magasin les plus fréquemment consommés dans nos collectivités ont une valeur nutritionnelle relativement faible par rapport à nos aliments traditionnels riches en nutriments. (Figure 1 : Dynamique de l'approvisionnement alimentaire des Inuits). Les prix des aliments achetés en magasin dans les collectivités inuites ont tendance à être beaucoup plus élevés que le prix des mêmes produits dans la plupart des autres régions du Canada. La fixation des prix est influencée par la fluctuation des coûts de transport associés aux prix de l'énergie, aux retards dus aux conditions météorologiques, aux problèmes d'infrastructure et aux priorités concurrentes en matière de fret. Les défis uniques de transport et d'entreposage auxquels sont confrontés les détaillants et les expéditeurs ont une incidence sur leurs modèles d'affaires et sur le coût des aliments achetés en magasin. Certains expéditeurs et détaillants sont des Inuits, ce qui permet une certaine influence communautaire sur les pratiques d'achat. Par exemple, au Nunavik, la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ) commande un grand nombre de ses produits alimentaires en fonction des demandes et des préférences des membres des coopératives inuites locales.



Prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits

La prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits vivant dans l'Inuit Nunangat est extraordinairement élevée. Cette prédominance désigne la proportion d'une population qui déclare avoir connu des états d'insécurité alimentaire pendant une durée déterminée. L'insécurité alimentaire englobe des états différents qui vont de l'impossibilité de se permettre un régime alimentaire équilibré à l'inquiétude persistante de ne pas pouvoir accéder à la nourriture, en passant par le fait de manquer des repas ou de ne pas manger pendant plusieurs jours à la fois. Les données sur la prédominance de l'insécurité alimentaire chez les ménages inuits n'ont pas tendance à être uniformes dans les quatre régions inuites ou à être facilement comparables à des données similaires chez d'autres populations ou secteurs en raison de la variance des méthodes de recherche³⁰.

Les Inuits remédient à cette situation en recueillant leurs propres données sur leur santé grâce au projet Qanuippitaa? Sondage national sur la santé des Inuits³¹. À l'avenir, ce sondage nous permettra de surveiller la façon dont les Inuits de tout l'Inuit Nunangat vivent l'insécurité alimentaire aux échelons local et régional, ainsi que de mieux comprendre comment les femmes et les enfants, en particulier, sont touchés de façon disproportionnée.

Les données et les recherches actuelles sur l'insécurité alimentaire chez les Inuits vivant dans l'Inuit Nunangat sont limitées. L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2017 réalisée par Statistique Canada (Figure 2 : Prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits dans l'Inuit Nunangat) est la source la plus récente de données uniformes sur cette situation pour les Inuits. Cependant, les données de l'EAPA ne sont pas directement comparables à d'autres sources de données nationales sur la sécurité alimentaire, ce qui limite notre compréhension de l'évolution de la prédominance de l'insécurité alimentaire parmi notre peuple par rapport aux tendances nationales³².

Selon l'EAPA de 2017, 76 % des Inuits âgés de 15 ans et plus vivant dans l'Inuit Nunangat connaissent une insécurité alimentaire si l'on tient compte des états de sécurité alimentaire « marginale », « faible » et « très faible ». L'EAPA de 2017 a également montré que 43,9 % des répondants ont déclaré subir une sécurité alimentaire modérée, tandis que 32,4 % ont déclaré avoir une sécurité alimentaire très faible. La prédominance de l'insécurité alimentaire est la plus élevée au Nunavut (77,6 %) et au Nunavik (77,3 %) et un peu plus faible dans la région désignée des Inuvialuits (68,5 %) et au Nunatsiavut (68,4 %). Il a également été démontré que l'insécurité alimentaire varie de façon significative entre les collectivités d'une même région³³.

Figure 2 : Prédominance de l'insécurité alimentaire des Inuits dans l'Inuit Nunangat³⁴



* Le mot Inuit désigne les personnes qui se sont identifiées uniquement comme Inuk (Inuits) ou qui se sont identifiées comme Inuk (Inuits) avec une ou plusieurs autres identités autochtones.

^b En plus de combiner la « faible sécurité alimentaire » et la « très faible sécurité alimentaire », la méthode canadienne inclut également la « sécurité alimentaire marginale » dans la prédominance de l'insécurité alimentaire. Cette méthode a été utilisée pour la première fois dans l'EAPA de 2017.

^c Significativement différent de la catégorie de référence, les niveaux de confiance à 95 % ne se chevauchent pas.

L'examen des réponses aux six questions (Figure 2a) utilisées dans l'EAPA de 2017 présente un portrait plus nuancé de la prédominance de l'insécurité alimentaire chez les Inuits dans l'Inuit Nunangat. Statistique Canada a utilisé le formulaire court à six questions³⁵ du *Household Food Security Survey Module* (Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages) des États-Unis dans l'EAPA.

Figure 2a

Réponses aux questions du module sur la sécurité alimentaire des ménages pour les Inuits âgés de 15 ans et plus vivant dans l'Inuit Nunangat, 2017	
Question	Pourcentage (%)
Q1. La nourriture n'a pas duré / pas d'argent pour en acheter plus	
Souvent vrai	27,4
Parfois vrai	44,7
Jamais vrai	27,9
Q2. Des repas équilibrés inabordables	
Souvent vrai	23,1
Parfois vrai	41,4
Jamais vrai	35,6
Q3. Repas sautés / réduction de la taille des repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture	
Oui	42,2
Non	57,8
Q3a. Fréquence des repas sautés / réduction de la taille des repas^a	
Presque tous les mois	52,6
Certains mois, mais pas tous les mois	36,9
Seulement 1 ou 2 mois	10,5
Q4. Vous avez mangé moins que vous auriez voulu parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture	
Oui	40,2
Non	59,8
Q5. Affamé mais n'ayant pas les moyens d'acheter la nourriture	
Oui	30,5
Non	69,6

Remarque :

Les questions portent sur les 12 derniers mois. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 en raison des arrondis.

a La question 3a est posée uniquement aux personnes qui ont répondu « oui » à la question 3.

Il est également important de considérer le type de privation que les personnes endurent. En particulier, 42,2 % des répondants ont déclaré avoir dû sauter ou réduire la taille de leurs repas au cours des 12 derniers mois parce qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour acheter de la nourriture. Parmi ces répondants, 52,6 % ont déclaré avoir dû le faire presque tous les mois, 36,9 % ont déclaré l'avoir fait certains mois, et 10,5 % ont déclaré l'avoir fait seulement un ou deux mois par année. En outre, 30,5 % ont déclaré avoir eu faim.



Les données nous permettent également de déterminer quels sont les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les résultats de l'EAPA de 2012 montrent que les femmes inuites âgées de plus de 25 ans ont une probabilité considérablement plus élevée (56 %) de vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire que les hommes (47 %), même lorsque des facteurs tels que les conditions de vie, le niveau de scolarité et la situation par rapport au marché du travail, le revenu, les liens avec la famille élargie et la géographie sont pris en compte. L'EAPA de 2017 ne présente pas la même différence, probablement en raison de différences méthodologiques entre les deux sondages. Les sondages ont également montré que les Inuits de famille monoparentale, les couples avec enfants et les personnes vivant dans des foyers surpeuplés ont une probabilité considérablement plus élevée de vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire³⁶.

Il n'existe pas de données actuelles à l'échelle du Nunangat sur la prédominance et les répercussions de l'insécurité alimentaire chez les enfants inuits de moins de 15 ans. Toutefois, les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits de 2007-2008 suggèrent que les enfants inuits sont particulièrement vulnérables. L'enquête comprend un sondage sur la santé des enfants inuits du Nunavut qui brosse un tableau affligeant de l'insécurité alimentaire chez les ménages ayant des enfants inuits âgés de trois à cinq ans. L'enquête, qui a utilisé un questionnaire modifié élaboré par le ministère de l'Agriculture des États-Unis, a révélé que 34 % des ménages inuits ayant de jeunes enfants vivaient une insécurité alimentaire grave, tandis que 36 % vivaient une insécurité alimentaire modérée³⁷.

À l'échelle nationale, les données sur la prédominance de la sécurité alimentaire des ménages de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2017-2018 administrée par Statistique Canada illustrent le profond écart entre l'Inuit Nunangat et le reste du Canada. L'ESCC indique que 91,3 % des ménages au Canada disposent d'une sécurité alimentaire, 5,7 % d'entre eux déclarant une insécurité alimentaire modérée et 3 % une insécurité alimentaire grave. Le Nunavut fait figure d'exception parmi les ménages provinciaux et territoriaux, 25,8 % d'entre eux déclarant une insécurité alimentaire modérée et 23,7 % une insécurité alimentaire grave³⁸.

Insécurité alimentaire et santé

L'insécurité alimentaire est un grave problème de santé publique car elle est étroitement liée à la santé et au bien-être général d'une personne. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont souvent contraintes de faire des compromis sur la qualité nutritionnelle ou la quantité des aliments qu'elles consomment, ce qui crée un risque de mauvais résultats pour la santé, tels que la malnutrition, le surpoids et l'obésité³⁹. Ces difficultés peuvent à leur tour se traduire par une aggravation des effets négatifs à long terme sur la santé, comme les maladies chroniques, notamment le diabète, les maladies cardiaques et l'hypertension⁴⁰. L'insécurité alimentaire étant associée à une mauvaise santé et une mauvaise nutrition, ainsi qu'à un risque accru de maladies chroniques, elle peut avoir un effet négatif sur la santé et le bien-être des personnes et des familles et, par conséquent, peser sur les systèmes de santé. Les liens entre une forte insécurité alimentaire et un risque accru de problèmes de santé sont bien documentés dans de nombreuses populations⁴¹. Un certain nombre d'études soulignent que lorsque la consommation d'aliments traditionnels riches en micronutriments diminue et qu'elle est associée à la substitution d'aliments achetés en magasin, pauvres en micronutriments, il existe un risque sérieux de nutrition inadéquate dans nos collectivités⁴².

La faible sécurité alimentaire est associée de façon significative à une détresse mentale plus élevée chez les femmes et les hommes inuits⁴³. Il a été constaté que l'insécurité alimentaire chez les enfants et les adolescents de certaines populations est associée à divers effets négatifs sur la santé, notamment la détresse psychologique⁴⁴, les retards de développement, les troubles du comportement, la dépression, un risque accru d'hospitalisation, des idées suicidaires à l'adolescence et au début de l'âge adulte⁴⁵ et une moins bonne santé générale⁴⁶. Les adultes et les adolescents vivant dans des ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire au Canada sont plus susceptibles de connaître des carences nutritionnelles, de vivre moins longtemps et d'avoir une mauvaise alimentation; les adultes vivant dans des ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire ont une moins bonne santé physique et sont plus vulnérables aux maladies chroniques multiples, comme le diabète, les maladies cardiaques et l'hypertension⁴⁷. Outre les mauvais résultats de santé associés à l'insécurité alimentaire, celle-ci a des conséquences néfastes sur le système de soins de santé. Il est prouvé que les personnes en situation d'insécurité alimentaire encourrent des coûts de soins de santé plus élevés que leurs homologues en situation de sécurité alimentaire⁴⁸. L'amélioration de la sécurité alimentaire chez les Inuits est donc essentielle pour améliorer la santé de la population et réduire les taux d'incidence de maladies chroniques.

Politiques, initiatives et programmes existants en matière d'alimentation

Il existe de multiples politiques, initiatives et programmes fédéraux, provinciaux et d'autres dirigés par les Inuits qui visent à lutter contre certains éléments de l'insécurité alimentaire. Certains d'entre eux atténuent les défis à court terme, d'autres offrent des solutions à moyen terme, mais peu fournissent des solutions à long terme qui abordent les vecteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire. La coordination limitée entre les initiatives qui ont tendance à se concentrer sur des facteurs isolés de l'insécurité alimentaire, associée à un suivi insuffisant des programmes, compromet leurs effets globaux et leur efficacité.

Compte tenu des défis décrits ci-dessus, le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne (CPIC)⁴⁹, créé pour réunir les dirigeants inuits et les ministres fédéraux afin de traiter de questions intransigeantes en matière de politique inuite, s'est engagé à adopter une approche « pangouvernementale » aux préoccupations liées à la sécurité alimentaire des Inuits. Le groupe de travail sur la sécurité alimentaire du CPIC vise à utiliser des analyses fondées sur des données probantes pour élaborer des programmes et des interventions en matière de sécurité alimentaire qui reconnaissent et abordent les vulnérabilités du système alimentaire inuit et améliorent la sécurité alimentaire des Inuits par des partenariats inuits-fédéraux transparents et responsables.

Les politiques, programmes et initiatives en matière de sécurité alimentaire comprennent, entre autres, les éléments suivants :

Initiatives dirigées par les Inuits : Les Inuits prennent des mesures pour améliorer la sécurité alimentaire de leur peuple aux échelons local, régional et national. L'ITK a lancé *Nuluaq*, un projet de cartographie axé sur les initiatives alimentaires des collectivités inuites en 2016 afin de mettre en lumière et de promouvoir le fonctionnement des initiatives communautaires de sécurité alimentaire⁵⁰. *Nuluaq* offre plus de 20 initiatives distinctes dans tout l'Inuit Nunangat qui incluent des banques alimentaires, des soupes populaires, des initiatives de récolte communautaire, des initiatives d'éducation nutritionnelle et des programmes de petits déjeuners scolaires, bien que beaucoup d'autres existent. La plupart des initiatives de sécurité alimentaire visent à atténuer la faim et à apporter une aide directe et à court terme aux personnes et aux familles. D'autres enseignent des compétences alimentaires, comme la nutrition, la cuisine, la récolte de nourriture traditionnelle et le jardinage. Les programmes régionaux de soutien aux chasseurs encouragent la récolte comme mode de vie, et les congélateurs communautaires fournissent des aliments traditionnels aux ménages inuits grâce aux réseaux de partage.



Politique alimentaire pour le Canada : Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a publié la *Politique alimentaire pour le Canada* en 2019 afin d'orienter les décisions et les actions⁵¹ du gouvernement fédéral en matière d'alimentation. La politique détermine le soutien à la sécurité alimentaire dans les collectivités nordiques et autochtones comme l'un des quatre domaines d'action. Ce domaine d'action ne comprend que l'engagement à renforcer les systèmes alimentaires autochtones, en mettant l'accent sur les aliments récoltés. La politique n'envisage pas les facteurs plus larges et interconnectés d'insécurité alimentaire. Toutefois, elle comprend un engagement à travailler à l'élaboration d'un programme alimentaire national pour les écoles, bien qu'aucune ressource ni aucun échéancier ne soient actuellement associés à cet engagement. Le Canada est l'un des rares pays industrialisés à ne pas disposer d'un programme national d'alimentation scolaire (comprenant le petit-déjeuner, le déjeuner et les collations), et son élaboration et sa mise en œuvre font cruellement défaut. Toutefois, de nombreux programmes alimentaires scolaires gérés localement existent dans tout l'Inuit Nunangat, mais aucun ne reçoit un financement soutenu ou n'a accès à des normes nutritionnelles propres aux Inuits et dépendent souvent d'efforts bénévoles pour leur fonctionnement continu. La recherche montre que les programmes alimentaires scolaires complets et intégrés diminuent les taux d'insécurité alimentaire des enfants, améliorent les résultats scolaires, augmentent la littératie nutritionnelle et entraînent des avantages généraux pour la santé à court et à long terme⁵².

Nutrition Nord Canada : Nutrition Nord Canada (NNC) a été créé par le gouvernement fédéral en 2011 au sein du ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada pour remplacer le Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste en tant que programme de développement économique axé sur l'amélioration de l'accès des habitants du Nord dans les collectivités isolées aux aliments périssables⁵³. Le gouvernement fédéral fournit une subvention aux détaillants par l'intermédiaire du programme qui est censée être transmise aux consommateurs par la réduction du prix des aliments et des biens subventionnés par le gouvernement. Il y a actuellement 116 collectivités en Alberta, au Manitoba, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Ontario, au Québec, en Saskatchewan et au Yukon qui sont admissibles à la subvention. NNC finance et soutient également, par l'intermédiaire de Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada, des initiatives d'éducation en matière de nutrition auprès des détaillants et des collectivités dans les collectivités admissibles à NNC; ces initiatives sont axées sur la consommation d'aliments sains achetés en magasin et d'aliments traditionnels. Les collectivités décident des activités à offrir en fonction des priorités et des besoins locaux. Les 51 collectivités inuites, sauf deux⁵⁴, sont admissibles au programme, et les détaillants des collectivités inuites reçoivent la plus grande partie du financement du programme. Cependant, l'incidence du programme sur l'insécurité alimentaire ou le développement économique demeurent largement inconnus en raison de la transparence limitée et de l'absence d'évaluation rigoureuse⁵⁵. Une analyse longitudinale de la prédominance de l'insécurité alimentaire au Nunavut suggère qu'elle a augmenté même après la mise en place du programme⁵⁶.

L'annonce en 2018 de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs de NNC a été accueillie par les Inuits comme une réponse à leurs demandes pour la reconnaissance et le soutien fédéraux des activités de récolte inuites en tant que composante importante du système et de la sécurité alimentaires dans l'Inuit Nunangat.

Ce programme a été créé pour améliorer l'accès aux aliments traditionnels en réduisant les coûts élevés associés à la chasse et à la récolte⁵⁷. Cependant, NNC ne subventionne pas la production alimentaire locale de manière significative. Malgré le fait que NNC ait été vivement critiqué pour son incapacité à répondre aux besoins de sécurité alimentaire de la population primaire qu'il est censé servir, le gouvernement du Canada a annoncé à l'automne 2018 le renouvellement du financement du programme, le prolongeant ainsi jusqu'en 2024.

Vecteurs de l'insécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat

L'insécurité alimentaire est un symptôme d'inégalités sociales et économiques plus importantes, y compris les répercussions disproportionnées des changements climatiques sur les Inuits. Les vecteurs de l'insécurité alimentaire sont les facteurs sociaux qui contribuent à rendre les personnes et les familles vulnérables à l'insécurité alimentaire et qui sont souvent complexes et interconnectés. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont souvent touchées par plusieurs facteurs d'insécurité alimentaire simultanément. Parmi les facteurs qui contribuent à cette situation, citons la diminution de l'auto-détermination des Inuits en raison de politiques et de systèmes alimentaires de marché qui sont enracinés dans le colonialisme et mal adaptés à nos collectivités. La pauvreté, le coût élevé de la vie et les facteurs environnementaux, notamment les changements climatiques et les contaminants, sont également des facteurs d'insécurité alimentaire pour les Inuits.

Pauvreté : La pauvreté est le facteur le plus important de l'insécurité alimentaire chez les Inuits. Les familles dont les ressources économiques sont limitées ne peuvent pas se permettre de nombreux aliments achetés en magasin ou les ressources nécessaires pour récolter des aliments traditionnels. Les défis sociaux et économiques associés à la pauvreté, comme le surpeuplement des foyers, le stress et les traumatismes intergénérationnels, rendent d'autant plus difficile la réussite des enfants et des familles et la rupture des cycles de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Ces défis peuvent se répercuter tout au long de la vie de certaines personnes et créer un risque supplémentaire pour les générations futures.

Bien que l'on ne dispose pas actuellement de données uniformes sur la pauvreté à l'échelle de l'Inuit Nunangat, les indicateurs de pauvreté, comme le niveau de scolarisation et l'emploi, sont affligeants lorsque la pauvreté est à la fois un symptôme et un facteur de risque de faible scolarisation et de sous-emploi⁵⁸. En 2016, 34 % des Inuits de l'Inuit Nunangat ont déclaré avoir un diplôme d'études secondaires ou un certificat d'équivalence, contre 86 % des Canadiens non autochtones⁵⁹. Les disparités en matière de niveau de scolarité se reflètent en disparités de revenus entre les Inuits et les non-Inuits au sein de l'Inuit Nunangat. Le revenu individuel médian des Inuits de 15 ans et plus dans l'Inuit Nunangat est de 23 485 \$, contre 92 011 \$ pour les non-Inuits vivant dans la région et 34 604 \$ pour l'ensemble des Canadiens⁶⁰.

Coût élevé de la vie : Le coût de la vie au Canada est le plus élevé dans l'Inuit Nunangat, où les prix des aliments achetés en magasin, des loyers, des biens, des transports et des services peuvent être de deux à plusieurs fois plus élevés que dans les autres régions du Canada. Les composantes du système alimentaire actuel de l'Inuit Nunangat ont tendance à fonctionner dans un vide réglementaire et politique, le système lui-même contribuant au coût élevé de la vie. La nature non réglementée du système alimentaire de l'Inuit Nunangat contraste avec les industries agricoles qui bénéficient de diverses mesures politiques fédérales et provinciales conçues pour assurer leur durabilité, y compris des milliards de dollars de subventions annuelles⁶¹. Les Inuits consacrent une part disproportionnée de leur revenu à l'alimentation et au logement par rapport aux autres Canadiens (voir la Figure 3 : Coûts variables de l'alimentation et revenus dans l'Inuit Nunangat). Par exemple, au Nunavik, bien que les ménages inuits aient tendance à consacrer une plus petite part de leur revenu au logement que les ménages du sud du Québec, les ménages inuits aux revenus les plus faibles consacrent plus de 70 % de leur revenu à la nourriture et au logement, même avec l'avantage de plusieurs mesures ajustées au coût de la vie qui n'existent pas dans d'autres régions inuites⁶². Le coût hebdomadaire d'une alimentation saine pour une famille de quatre personnes dans une collectivité inuite varie entre 328 et 488 dollars. Le même panier de produits coûterait environ 209 \$ dans une ville du sud du Canada⁶³.



Changements climatiques et contaminants : Les changements climatiques et les contaminants ont une incidence sur la disponibilité de la faune et sur la sécurité des chasseurs-cueilleurs inuits. Les changements environnementaux perturbent fondamentalement les écosystèmes qui soutiennent les animaux dont nous dépendons pour nourrir nos familles et maintenir notre culture et notre mode de vie (voir l'Encadré 1 : Changements environnementaux et systèmes alimentaires inuits). Les chasseurs-cueilleurs doivent souvent s'éloigner davantage de leurs collectivités pour récolter des aliments traditionnels, ce qui entraîne des dépenses économiques significatives et des risques personnels. L'épaisseur imprévisible de la glace de mer peut également rendre les déplacements dangereux et même mortels. La hausse des températures mondiales et l'acidification des océans continueront d'avoir un effet sur la qualité et la disponibilité du poisson et du gibier, créant de nouveaux obstacles à la sécurité alimentaire. En outre, des mesures ambitieuses et urgentes sont nécessaires pour freiner les changements climatiques, le développement industriel et la pollution qui augmentent l'exposition aux contaminants des animaux que nous récoltons, avec des effets potentiellement négatifs sur la santé de notre peuple. Depuis plus de 20 ans, les organisations inuites jouent un rôle actif dans la recherche sur les contaminants dans le Nord, l'élaboration de politiques, la surveillance et le codéveloppement de messages particuliers et ciblés auprès des autorités de santé publique, afin d'alerter les sous-populations particulièrement vulnérables sur les risques liés à la consommation d'espèces sauvages clés. Cependant, malgré les efforts des organisations et des gouvernements inuits pour atténuer les répercussions du développement industriel sur nos systèmes alimentaires, ces répercussions demeurent une menace importante. Les données de l'Enquête sur la santé des Inuits 2007-2008 menée dans trois de nos régions montrent que le caribou était la principale source de protéines et de plusieurs micronutriments clés chez les Inuits de l'Inuit Nunangat⁶⁴. Depuis ce temps, la plupart des populations de caribous de la toundra ont connu de graves déclin avec des conséquences significatives pour la nutrition et la sécurité alimentaire des Inuits. Les récents moratoires et restrictions de chasse – y compris l'interdiction de chasse du troupeau de caribous de la rivière George en vigueur depuis 2013 – ainsi que les interdictions de chasse de longue date, représentent non seulement des pertes significatives pour les systèmes alimentaires locaux, y compris les pratiques de partage de la nourriture, mais sont également une forme d'érosion et de perte culturelles.

Diminution de l'autodétermination des Inuits : Le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat est façonné par les effets continus du colonialisme sur la culture et la société inuites. Les politiques fédérales qui comprenaient la réinstallation, l'établissement et les pensionnats ont eu un effet négatif sur l'autonomie des Inuits en matière d'aliments récoltés et ont diminué le contrôle des Inuits sur le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat. Les accords de revendications territoriales entre les Inuits et la Couronne affirment des droits de récolte significatifs pour les Inuits, mais des obstacles subsistent pour garantir l'autodétermination et la souveraineté alimentaire des Inuits sur la récolte. Il s'agit notamment des défis liés à l'intégration des connaissances inuites dans les régimes de gestion de la faune, ainsi que de l'évaluation des espèces menacées ou en voie de disparition nécessitant un contrôle de la récolte.

Les priorités inuites ont été largement négligées alors que le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat a évolué en réponse aux forces du marché. Malgré la contribution substantielle de l'économie alimentaire traditionnelle et des efforts de production alimentaire locaux émergents, ces priorités ne reçoivent pas le même type d'appui que le secteur agricole dans le sud du pays. Et, bien que nous soyons une région productrice d'aliments, la plupart des fruits de mer récoltés commercialement sont exportés vers des marchés étrangers pour y être transformés et vendus. De plus, les politiques, programmes et initiatives alimentaires ont tendance à être imposés à nos collectivités par les gouvernements plutôt que d'être élaborés en partenariat avec nous, ce qui produit des interventions inefficaces.

Figure 3 : Coûts alimentaires et revenus variables dans tout l'Inuit Nunangat

Le tableau fournit une illustration de la capacité relative d'achat de nourriture des Inuits dans l'Inuit Nunangat à partir de calculs révélant la proportion du revenu qu'une personne devrait dépenser pour pouvoir acheter un panier alimentaire sain. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une comparaison directe, il convient de noter que le ménage canadien moyen consacre 14,3 % de son revenu à la nourriture, y compris les repas au restaurant⁶⁵.

Remarques : X signifie suppression de zone et de données. s/o signifie sans objet.
Le revenu médian est le point médian – la moitié des revenus se situe en dessous de ce point et l'autre moitié au-dessus.
PPNR signifie Panier de provisions nordique révisé.

Collectivités de l'Inuit Nunangat	Revenu médian hebdomadaire en 2015 ⁶⁵ (Inuits de 15 ans et plus)	Coût hebdomadaire du panier de provisions nordique révisé ⁶⁷ pour une personne (moyenne de 2019-2020)	Proportion du revenu nécessaire pour pouvoir payer le coût total du PPNR
Région désignée des Inuvialuits	476,31 \$		
Aklavik	416,00 \$	112,00 \$	27 %
Inuvik	677,00 \$	s/o	s/o
Paulatuk	388,00 \$	116,00 \$	30 %
Tuktoyaktok	399,00 \$	s/o	s/o
Sachs Harbour	s/o	s/o	s/o
Ulukhaktok	351,00 \$	113,00 \$	32 %
Nunavut	433,13 \$		
Région de Qikiqtaaluaq			
Arctic Bay	387,69 \$	107,82 \$	28 %
Clyde River	377,44 \$	111,23 \$	29 %
Grise Fiord	s/o	s/o	s/o
Igloolik	408,62 \$	105,64 \$	26 %
Iqaluit	768,00 \$	101,91 \$	13 %
Kimmirut	424,62 \$	104,23 \$	25 %
Kinngait	327,08 \$	112,36 \$	34 %
Pangnirtung	404,92 \$	118,46 \$	29 %
Pond Inlet	337,85 \$	103,27 \$	31 %
Qikiqtarjuaq	375,38 \$	110,37 \$	29 %
Resolute	s/o	s/o	s/o
Sanikiluaq	309,85 \$	114,56 \$	37 %
Sanirajak	425,23 \$	101,78 \$	24 %
Région de Kivalliq			
Arviat	401,85 \$	97,10 \$	24 %
Baker Lake	418,46 \$	96,22 \$	23 %
Chesterfield Inlet	528,00 \$	103,90 \$	20 %
Coral Harbour	380,92 \$	105,53 \$	28 %
Nauyasat	417,63 \$	103,54 \$	25 %
Rankin Inlet	617,85 \$	96,37 \$	16 %
Whale Cove	356,31 \$	s/o	s/o
Région de Kitikmeot			
Cambridge Bay	441,02 \$	105,44 \$	24 %
Gjoa Haven	381,94 \$	115,00 \$	30 %
Kugaaruk	384,83 \$	s/o	s/o
Kugluktuk	330,25 \$	109,26 \$	33 %
Taloyoak	397,54 \$	120,21 \$	30 %
Nunavik	492,83 \$		
Akulivik	435,08 \$	101,74 \$	23 %
Aupaluk	X	93,67 \$	
Inukjuak	446,37 \$	99,01 \$	22 %
Ivujivik	396,31 \$	93,70 \$	24 %
Kangiqlualujjuaq	416,00 \$	95,95 \$	23 %
Kangiqsujuaq	583,38 \$	96,35 \$	17 %
Kangirsuk	431,17 \$	97,11 \$	23 %
Kuujuaq	687,75 \$	94,78 \$	14 %
Kuujuarapik	440,00 \$	92,79 \$	21 %
Puvirnituq	413,42 \$	102,72 \$	25 %
Quaqtaq	531,69 \$	93,70 \$	18 %
Salluit	512,40 \$	100,95 \$	22 %
Tasiujaq	461,54 \$	94,59 \$	20 %
Umiujaq	486,15 \$	95,47 \$	20 %
Nunatsiavut	446,37 \$	s/o	s/o
Hopedale	372,67 \$	s/o	s/o
Makkovik	557,54 \$	s/o	s/o
Postville	X	s/o	s/o
Rigolet	557,54 \$	92,14 \$	17 %
Nain	394,83 \$	115,58 \$	29 %

0 % 10 % 20 % 30 % 40 % 50 %



Encadré 1 : Changements environnementaux et systèmes alimentaires inuits

L'Inuit Nunangat connaît des changements environnementaux sans précédent, y compris, mais sans s'y limiter, les changements climatiques, qui ont des répercussions sur les infrastructures locales, les économies et le bien-être culturel des Inuits. Les changements climatiques présentent des risques particuliers pour la sécurité alimentaire et hydrique des Inuits en raison des modifications dans la répartition, la migration et les aires de répartition des espèces fauniques et végétales, de la contamination ou de la perte de sources d'eau et des modifications potentielles des voies de contamination⁶⁸. Tous ces changements ont des incidences associées significatives pour nos collectivités, étant donné qu'elles dépendent économiquement et culturellement d'une grande variété d'espèces sauvages marines et terrestres⁶⁹. La résilience et l'adaptabilité des infrastructures de transport aux événements climatiques extrêmes et au dégel du pergélisol sont également particulièrement préoccupantes lorsque le transport aérien est le seul moyen fiable de transporter des aliments vers la majorité des collectivités inuites tout au long de l'année.

Au cours des 50 dernières années, les températures dans l'Inuit Nunangat ont augmenté de deux fois plus que la moyenne mondiale, et les modèles prévoient que même avec des réductions considérables d'émissions de gaz à effet de serre à court terme, les températures automnales et hivernales dans l'Arctique augmenteront de 4° à 5 °C par rapport aux températures de la fin du XX^e siècle d'ici 2050⁷⁰. L'Inuit Nunangat connaît des changements marqués et variables de température, de précipitations et de facteurs saisonniers. La glace de mer devient de plus en plus mobile à mesure que son épaisseur et son étendue diminuent, ce qui augmente les risques pour les chasseurs-cueilleurs inuits qui sont également confrontés à des conditions de glace de plus en plus variables dans les environnements terrestres. Bien que l'ouverture du passage du Nord-Ouest présente à la fois des possibilités et des défis pour les systèmes alimentaires inuits, l'augmentation du trafic maritime chevauche les voies de déplacement des Inuits sur la glace de mer ainsi que l'habitat et les voies de migration des mammifères marins que nous récoltons. On prévoit également que la possibilité de nouvelles pêcheries commerciales pourrait bénéficier aux économies inuites locales et régionales avec le déplacement vers le nord d'espèces de poissons plus tempérées. Cependant, le manque de données de base fiables⁷¹ présente des obstacles à la compréhension de la complexité des répercussions climatiques sur les écosystèmes de l'Arctique, ainsi qu'aux efforts de gestion adaptée des futurs corridors de navigation et de l'activité industrielle dans l'Arctique afin d'éviter les conflits avec l'habitat de la faune, les routes de migration et les besoins des Inuits en matière de déplacement sur la glace de mer et de sécurité alimentaire.

Notes techniques pour la Figure 3

Le Panier de provisions nordique révisé (PPNR) est la seule mesure actuellement disponible pour comprendre le coût comparatif de la nourriture dans l'Inuit Nunangat. Bien qu'il représente un régime alimentaire nutritif pour une famille de quatre personnes, il s'agit d'une liste sélective qui ne comprend pas le coût de tous les articles essentiels inclus dans les achats d'aliments d'un ménage.

Selon une évaluation récente de Nutrition Nord Canada (NNC), la plupart des ménages dans les collectivités admissibles à NNC peuvent se permettre de payer moins de 40 % du coût total du PPNR, et que les familles à très faible revenu (gagnant 10 000 \$ à 20 000 \$ par année) ne peuvent se permettre que 6 à 13 % des coûts du PPNR.

Le coût hebdomadaire du PPNR fourni dans ce tableau est fondé sur l'hypothèse que son coût pour une personne est d'environ 25 % du coût du PPNR.

Le revenu médian total des Inuits dans l'Inuit Nunangat âgés de 15 ans et plus était de 23 485 \$, comparativement à 92 011 \$ pour les non-Autochtones de cette région au cours de l'année d'imposition 2015. Le revenu comprend celui provenant de toutes les sources, y compris l'emploi, les investissements, les transferts gouvernementaux, comme le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse, l'assurance-emploi, les prestations pour enfants, etc. En sont exclues les personnes sans revenu.

Lorsque l'on interprète les données sur le revenu des Inuits, il est important de garder à l'esprit le coût élevé de la nourriture, des vêtements et des autres produits de première nécessité dans les collectivités inuites, ainsi que les familles nombreuses, ce qui oblige à étirer davantage les petits revenus. Le recensement ne tient pas compte de certains Inuits. En sont exclus du dénombrement de la population inuite les sans-abris, les personnes vivant dans des institutions telles que les prisons et les hôpitaux, entre autres.

Renforcer l'autodétermination des Inuits au sein du système alimentaire de l'Inuit Nunangat

Le respect et le soutien de l'autodétermination des Inuits sont nécessaires pour développer le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat de manière à refléter les priorités et les besoins alimentaires des Inuits et à soutenir l'objectif de réaliser leur souveraineté alimentaire. L'autodétermination des Inuits est atteinte lorsque les gouvernements s'associent de bonne foi avec les Inuits pour élaborer des politiques, des programmes et des initiatives qui ont un effet positif et qui façonnent le système alimentaire de l'Inuit Nunangat de manière à répondre aux besoins alimentaires des Inuits et à être économiquement durable. La souveraineté alimentaire des Inuits est un résultat souhaité de leur autodétermination, qui est atteint par une plus grande production d'aliments locaux, ainsi que par l'élaboration de politiques et d'initiatives correspondantes qui soutiennent la production alimentaire locale et l'autosuffisance. Les politiques fiscales qui respectent et soutiennent l'autodétermination des Inuits sont essentielles pour s'assurer que les mesures de sécurité alimentaire sont efficaces et efficientes (voir l'Encadré 2 : Modèles prometteurs d'autodétermination des Inuits dans les systèmes alimentaires). Les investissements propres aux Inuits permettent à notre peuple de déterminer, de prélever et d'appliquer facilement les ressources destinées à leur bénéfice et à faire progresser efficacement des mesures positives qui pourraient autrement être retardées en raison d'une ambiguïté quant à l'admissibilité au financement.

Améliorer la sécurité alimentaire par la réduction de la pauvreté et l'autonomie économique

L'insécurité alimentaire des Inuits est en grande partie un symptôme de la pauvreté et de l'incapacité de nombreuses familles à pouvoir acheter de la nourriture. Afin d'assurer leur sécurité alimentaire, les gouvernements doivent prendre des mesures énergiques pour réduire la pauvreté en s'attaquant à ses causes profondes, notamment par des initiatives stratégiques nouvelles et novatrices à l'aide d'importants investissements fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT). La forte prédominance de la pauvreté et les inégalités sociales et économiques connexes auxquelles sont confrontés de nombreux Inuits sont uniques pour une population canadienne et uniques parmi les nations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁷². Les politiques, les initiatives et les programmes FPT existants qui visent à réduire la pauvreté chez les Inuits ne sont généralement pas à la hauteur de l'ambition, des ressources et des engagements politiques nécessaires pour mettre fin à la pauvreté dans nos collectivités.

Le gouvernement fédéral a publié *Une chance pour tous : la première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté* en 2018. Cette stratégie a établi des objectifs de réduction de la pauvreté de 20 % avant 2020, par rapport à son niveau de 2015, de 50 % d'ici 2030⁷³. Elle présente la *Mesure du panier de consommation* (MPC), une mesure incorrecte de la pauvreté que le gouvernement fédéral utilisera pour établir un seuil de pauvreté officiel. Elle établit également le Conseil consultatif national sur la pauvreté pour informer le gouvernement et surveiller la réduction de la pauvreté.



Encadré 2 : Modèles prometteurs d'autodétermination des Inuits dans les systèmes alimentaires

Les processus qui respectent et appuient l'autodétermination des Inuits ont donné lieu à des politiques positives au Nunavik et au Groenland. Le mouvement coopératif du Nunavik, représenté par la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ), appartient à ses quelque 12 000 membres, en majorité des Inuits des 14 collectivités de la région. Ce mouvement est le plus important employeur non gouvernemental d'Inuits au Nunavik⁷⁴. La FCNQ appuie les coopératives affiliées dans leurs efforts pour travailler à leur propre développement. Par ailleurs, les magasins de la FCNQ sont gérés principalement par des employés inuits. La FCNQ est responsable du transport des aliments et des marchandises des grossistes de Montréal vers les collectivités inuites du Nunavik et fournit également plusieurs autres services. Elle est restée profitable même en mettant en œuvre la péréquation régionale des prix dans tous les magasins coopératifs du Nunavik par la subvention des coûts différentiels de transport des aliments et des marchandises vers les collectivités du Nunavik. Les coopératives du Nunavik sont les seuls détaillants de l'Inuit Nunangat où les prix sont les mêmes, quel que soit l'endroit où l'on vit, et ce, toute l'année.

Le Nunavik est également unique parce que la région bénéficie de six mesures prometteuses de réduction du coût de la vie adoptées par la province et gérées par l'Administration régionale Kativik (ARK). Afin de réduire le coût de la vie au Nunavik, le gouvernement du Québec a travaillé avec la Société Makivik et l'ARK pour déterminer des mesures visant à réduire le coût de la vie et leurs critères. À la suite des négociations d'un accord de financement tripartite entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et l'ARK, le gouvernement du Québec s'est engagé en 2019 à verser 115,8 millions de dollars sur six ans pour appuyer de multiples programmes d'aide aux aînés, de réduction des tarifs aériens, de soutien communautaire à la nourriture traditionnelle, d'appareils ménagers et d'équipement de récolte, de nourriture et d'autres produits essentiels, et d'essence. Le programme d'alimentation et autres produits essentiels offre à tous les Nunavimmiuts des rabais de 15 à 35 % sur la majorité des articles achetés dans les magasins du Nunavik, en vue d'harmoniser les prix avec ceux des magasins du sud du Québec. Le rabais peut être appliqué aux produits alimentaires et aux marchandises qui sont déjà subventionnés par Nutrition Nord Canada, ce qui réduit encore davantage les prix. Ensemble, cette série de programmes représente la seule initiative politique globale visant à harmoniser une région inuite avec le reste du Canada en réduisant le coût élevé de la vie. Cependant, à l'exception du logement, même avec ces mesures en place, le coût de la vie est encore considérablement plus élevé au Nunavik que dans la ville de Québec, quel que soit le niveau de revenu. Les ménages à faible revenu consacrent plus de 70 % de leur revenu à l'alimentation de base et au logement et sont enclins à choisir les biens et services les moins coûteux dans la mesure du possible⁷⁵. De nouvelles mesures améliorées relatives au coût de la vie ont été mises en œuvre en 2019. D'autres recherches sur la surveillance des prix, menées par des chercheurs de l'Université Laval, permettront de déterminer si les améliorations apportées en 2019 ont entraîné une réduction supplémentaire des coûts alimentaires des ménages du Nunavik.

Un autre modèle convaincant qui mérite d'être examiné est la vente commerciale de nourriture traditionnelle au Groenland, la seule compétence à majorité inuite où les aliments récoltés sont vendus à grande échelle, y compris par des détaillants commerciaux (voir l'annexe B pour plus de détails sur le modèle groenlandais). Les aliments récoltés, comme le maktaaq, le phoque, le caribou, le bœuf musqué et le poisson local, sont vendus dans tout le pays par des détaillants ainsi que sur les marchés publics. Ce système facilite l'accès des Groenlandais à la nourriture traditionnelle nutritive, souvent à des prix considérablement inférieurs à ceux de la viande et du poisson importés. Le Groenland produit également du bœuf, de l'agneau et des produits de saison.

Les études sur la prédominance de l'insécurité alimentaire au Groenland tendent à se concentrer sur des collectivités uniques et à utiliser des mesures qui ne sont pas directement comparables aux données sur la prédominance dans l'Inuit Nunangat⁷⁶; toutefois, elles suggèrent que la prédominance de l'insécurité alimentaire pourrait être plus faible que dans certaines régions de l'Inuit Nunangat. Il existe des différences marquées entre les droits de récolte et les systèmes réglementaires qui régissent les activités de récolte au Groenland et dans l'Inuit Nunangat, ainsi que des différences dans l'acceptation des ventes de nourriture traditionnelle et des postes de chasseurs-cueilleurs rémunérés, et des différences marquées dans l'infrastructure marine appuyant les activités de récolte. Par exemple, à l'exception de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut de 1993, les accords sur les revendications territoriales des Inuits interdisent la vente commerciale d'aliments traditionnels à l'extérieur des régions visées par ces revendications territoriales. Tous les accords sur les revendications territoriales des Inuits contiennent des dispositions permettant l'échange ou la vente d'aliments traditionnels entre Inuits à l'échelle régionale. Les conditions particulières de ces dispositions diffèrent selon les régions.

Bien que les Inuits approuvent l'engagement du gouvernement fédéral à réduire la pauvreté, la Stratégie ne présente pas de nouvelles mesures politiques nationales pour atteindre cet objectif, et on ne sait pas comment les mécanismes politiques existants permettront d'y arriver dans l'Inuit Nunangat ou comment la nouvelle mesure du seuil de pauvreté sera mise en œuvre dans nos collectivités. Il est également inquiétant de constater que, malgré l'engagement que vise la Stratégie à adopter une approche fondée sur les distinctions pour réduire la pauvreté chez les peuples autochtones, Statistique Canada modifie la MPC pour la mettre en œuvre dans les territoires, sans tenir compte des Inuits vivant au Nunavik et au Nunatsiavut⁷⁷.

La réduction de la pauvreté est essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire, ainsi que la santé et le mieux-être de la population. Il existe de nombreux programmes et interventions fondés sur des données probantes qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire, la santé et le mieux-être des familles à faible revenu; des interventions similaires devraient être élaborées et mises en œuvre dans l'Inuit Nunangat par les gouvernements en partenariat avec les Inuits.

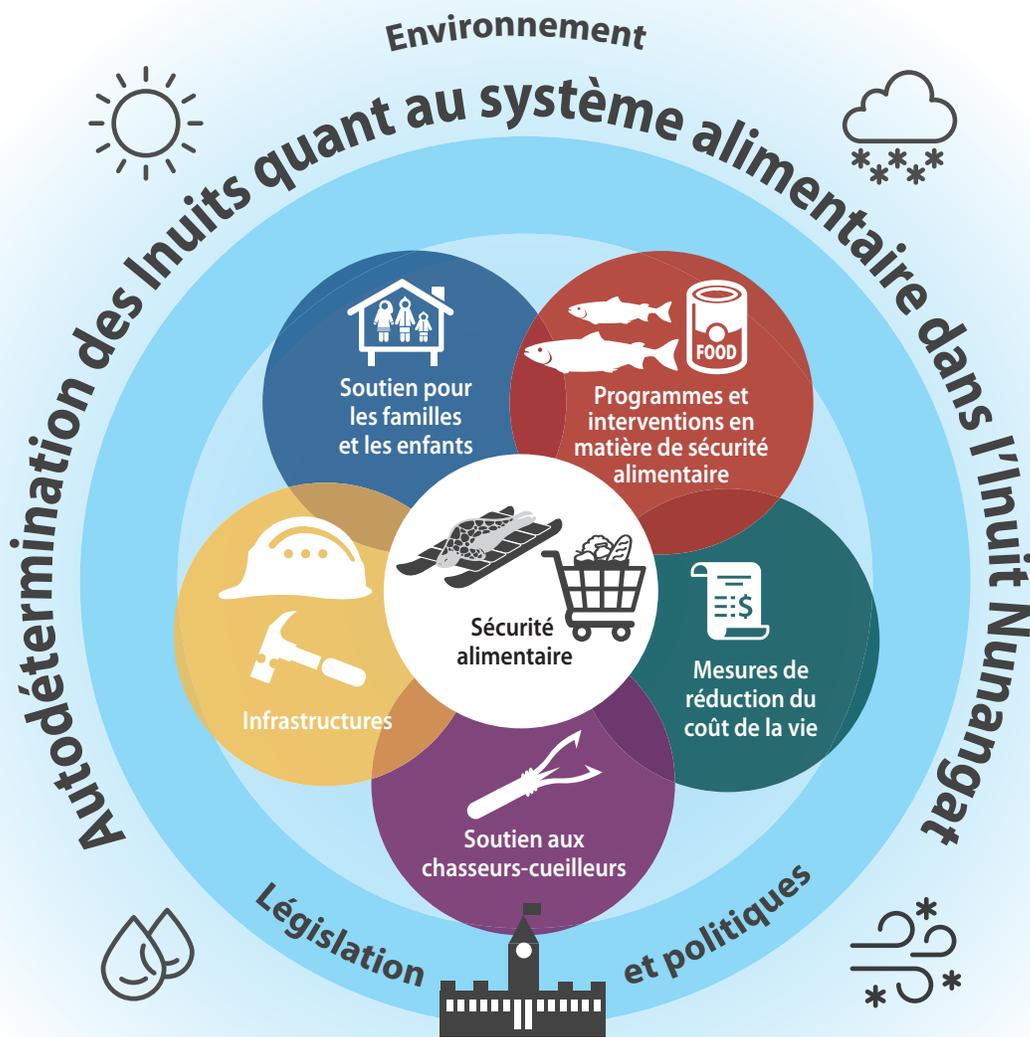
Il est possible de réduire la pauvreté en veillant à ce que nos enfants grandissent dans un environnement sûr et prévisible et bénéficient du meilleur départ possible dans la vie. Les expériences que nous vivons in utero et l'environnement familial dans lequel nous grandissons ont un effet considérable sur la santé, le mieux-être, le niveau d'éducation et l'autonomie économique tout au long de la vie⁷⁸. Les interventions de santé publique avec visites d'infirmières à domicile pour les nouveaux parents, les interventions qui enseignent les compétences parentales et les programmes d'éducation de la petite enfance font partie des interventions politiques fondées sur des preuves qui se sont avérées efficaces dans certains secteurs pour réduire la pauvreté. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont associées à un grand nombre d'inégalités sociales et économiques dont souffre de manière disproportionnée notre peuple, notamment le surpeuplement des foyers, la violence familiale et les dépendances. Il est nécessaire de lutter contre ces inégalités par des interventions fondées sur des données probantes pour réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et favoriser la santé et le mieux-être de la population.

Améliorer l'accès à une éducation préscolaire de haute qualité peut avoir des effets positifs à long terme similaires pour les enfants. Les programmes d'éducation préscolaire de haute qualité créent des environnements sûrs et prévisibles pour les enfants, les préparent à réussir à l'école primaire et permettent à leurs parents de trouver un emploi. Le Nunavik est la seule région de l'Inuit Nunangat où les résidents ont accès à des services de garde d'enfants abordables dans chaque collectivité grâce à des subventions provinciales. La disponibilité et le coût des services de garde d'enfants font partie des facteurs contribuant à la meilleure performance du marché du travail de la région par rapport aux autres régions inuites⁷⁹.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire intergénérationnelles que connaissent trop d'Inuits découlent de profondes inégalités sociales et économiques qui ont des répercussions négatives disproportionnées sur les nourrissons et les enfants (voir la Figure 4 : Solutions de sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat).



Figure 4 : Solutions de sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat



Renforcer la sécurité alimentaire par une aide financière directe aux familles à faible revenu

Les familles aux prises avec la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont besoin d'une aide directe et immédiate, en plus des mesures de réduction de la pauvreté fondées sur des données probantes. Les programmes d'aide nutritionnelle axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles à faible revenu par un soutien direct, comme le *Supplemental Nutrition Assistance Program* (SNAP) des États-Unis, peuvent fournir des indications utiles pour l'élaboration de programmes d'aide nutritionnelle similaires au Canada (voir l'Encadré 3 : *Supplemental Nutrition Assistance Program* des États-Unis).

Il est prouvé que les programmes de transfert qui donnent la priorité aux transferts directs inconditionnels en espèces aux familles vulnérables ont réussi à augmenter la consommation et à améliorer la sécurité alimentaire, les taux de réussite scolaire et le bien-être matériel dans certaines des régions les plus pauvres du monde, tout en renforçant la capacité économique et les actifs⁸⁰. Les modèles de revenu de base apportent un soulagement direct et immédiat aux familles à faible revenu en leur fournissant un niveau minimum de sécurité de revenu garanti avec des conditions d'admissibilité et des restrictions minimales liées à l'utilisation des fonds. Contrairement aux modèles d'assistance sociale dont les conditions peuvent souvent « piéger » les familles à faible revenu dans un état de pauvreté monétaire, des preuves croissantes montrent que les modèles de revenu de base peuvent sortir de façon permanente les familles vulnérables de la pauvreté avec des avantages importants, y compris une série complète de réductions de coûts pour la société⁸¹. Le revenu de base ressemble au système de retraite canadien, qui a permis de réduire considérablement la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire des personnes âgées grâce à un système de revenu garanti. Cela a contribué à ce que les personnes âgées au Canada aient des taux de pauvreté parmi les plus faibles au monde⁸². Le revenu de base se distingue du SNAP par le fait que les critères d'admissibilité rigoureux ne sont pas contrôlés ou appliqués de la même manière, ce qui réduit les frais généraux associés à l'administration de ce programme.

Encadré 3 : Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP ou Programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire) des États-Unis

Le SNAP est un programme fédéral de droits administré par les États américains et qui vise à améliorer la sécurité alimentaire des familles vulnérables. Il fournit des avantages aux personnes et aux familles à faible revenu admissibles au moyen de cartes de transfert électronique de bénéfices qui permettent aux participants d'acheter des aliments admissibles dans les magasins d'alimentation au détail autorisés. Selon l'analyse du ministère américain de l'Agriculture portant sur près de 10 000 ménages participant au SNAP pendant six mois, ces ménages ont connu une diminution associée de l'insécurité alimentaire d'environ 5 à 10 points de pourcentage, y compris les ménages présentant une insécurité alimentaire chez les enfants⁸³. Selon certaines analyses, le SNAP a également réussi à sortir des millions d'Américains de la pauvreté, ainsi qu'à réduire l'écart de pauvreté (le montant total de revenu supplémentaire nécessaire pour sortir toutes les familles pauvres de la pauvreté)⁸⁴. Il a également été démontré que le programme aide à prévenir les effets négatifs à long terme et durables des privations pendant l'enfance, tels qu'une éducation et des revenus moindres à l'âge adulte, ainsi que des problèmes de santé comme l'obésité, les maladies cardiaques et le diabète.



Subventionner, réglementer et investir dans le secteur aérien du Nord en tant que service essentiel

Afin de réduire le coût de la vie dans l'Inuit Nunangat, les compagnies aériennes et les infrastructures aéronautiques, telles que les pistes et les aéroports servant les collectivités inuites, doivent être reconnues par le gouvernement fédéral comme des infrastructures essentielles et soutenues par des investissements en faveur de changements transformateurs relativement aux infrastructures. Les services aériens sont des lignes de vie pour nos collectivités, car toutes les collectivités inuites, sauf deux, ne sont accessibles que par avion toute l'année (voir la Figure 5 : Réseaux de transport alimentaire de l'Inuit Nunangat). Ces services aériens doivent également être reconnus comme des services essentiels et appuyés par des subventions réglementées correspondantes.

Les compagnies aériennes du Nord font preuve d'un engagement depuis longtemps pour garantir des services essentiels (y compris les services de transport de passagers, de fret, les services aéromédicaux et autres services d'urgence) aux collectivités de l'Inuit Nunangat opèrent dans des conditions uniques et souvent difficiles. Ces compagnies aériennes couvrent un vaste territoire avec un volume de passagers plus faible et doivent tenir compte de conditions météorologiques extrêmes. Il en résulte des besoins opérationnels uniques qui peuvent nécessiter d'assurer des routes qui sont marginalement profitables ou commercialement non viables et des investissements dans l'infrastructure aérienne du Nord qui incluent des avions mixtes, fournissant à la fois des services de passagers et de fret aux collectivités inuites. Les activités des compagnies aériennes dans l'Inuit Nunangat jouent un rôle dans le coût des biens et des services y compris la nourriture, en partie en raison du coût significatif de l'exploitation dans le Nord. En outre, elles contribuent à la responsabilité sociale des entreprises à l'égard des Inuits, par exemple en offrant des tarifs réduits pour les passagers ou des rabais ou des taux réduits pour le transport de l'équipement de récolte et des aliments traditionnels aux Inuits, ce qui vise à encourager la culture inuite et l'économie de la récolte des aliments traditionnels.

De son propre aveu, le gouvernement fédéral n'a pas tendance à considérer l'Inuit Nunangat comme une région du Canada intégrée géographiquement ou politiquement⁸⁵. L'Inuit Nunangat est par conséquent négligé dans de multiples secteurs de politique, notamment ses besoins en matière d'infrastructure aéronautique et le rôle que celle-ci joue dans la prestation de services essentiels à nos collectivités. Les tarifs aériens commerciaux dans l'Inuit Nunangat sont parmi les plus élevés de la planète en termes de distance et de durée des vols, et les efficacités, les économies d'échelle et les modèles de livraison juste à temps, possibles dans le sud du Canada, ne le sont pas dans l'Inuit Nunangat. Cette réalité fait augmenter le coût de la vie, le coût des affaires et de l'administration des services, et rend également difficile pour la plupart la mobilité récréative et l'expédition de nourriture entre les collectivités inuites et entre l'Inuit Nunangat et le reste du Canada. Ces défis sont aggravés par notre infrastructure aérienne vieillissante, où les pistes d'atterrissage courtes et en gravier, l'éclairage inadéquat des pistes d'atterrissage, les vieux avions à réaction énergivores et le manque d'aides météorologiques et d'aides à la navigation de base ont été bien documentés au cours des dernières années par le vérificateur général du Canada⁸⁶, de nombreuses études, y compris des rapports du Sénat et du Parlement⁸⁷, et la dernière révision de la *Loi sur les transports au Canada*⁸⁸.

Les services aériens dans l'Inuit Nunangat doivent respecter certains principes d'accessibilité, d'innovation et d'équité. Ces principes sont déjà appliqués à d'autres secteurs au Canada qui fournissent des services essentiels que le gouvernement fédéral considère comme un bien public, notamment les soins de santé, l'éducation et les télécommunications. Les services aériens essentiels qui doivent être fournis aux collectivités inuites comprennent le transport abordable et fiable de passagers et de marchandises, comme la nourriture, les médicaments et d'autres fournitures urgentes, sur des routes marginalement profitables ou commercialement non viables.

Encadré 4 : Subventions pour les services aériens en région éloignée

Les subventions aux compagnies aériennes qui sont conçues pour aider à garantir que les collectivités éloignées restent accessibles et abordables pour y vivre existent dans d'autres compétences ayant un territoire éloigné. Par exemple, le ministère des Transports des États-Unis supervise le programme *Essential Air Service* (service aérien essentiel), établi pour garantir que les petites collectivités sont en mesure de maintenir un niveau minimal de service aérien régulier. Le programme subventionne les navetteurs et les transporteurs aériens certifiés qui servent environ 60 collectivités en Alaska et 115 dans les États-Unis contigus qui, autrement, ne recevraient aucun service aérien régulier⁸⁹. Le ministère australien des Infrastructures et du Développement régional subventionne de la même manière les services aériens et les infrastructures aéroportuaires par le son programme d'accès à l'aviation régionale⁹⁰. Les objectifs du programme consistent notamment à soutenir les services aériens éloignés qui ne sont pas commercialement viables, mais qui sont essentiels au bien-être social et économique des collectivités qu'ils servent, ainsi qu'à améliorer la sécurité et à faciliter la livraison de biens et de services essentiels, tels que l'approvisionnement en nourriture, les soins de santé, le courrier communautaire et les services aériens de transport de passagers. Pendant la COVID-19, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada ont négocié des accords de soutien financier temporaire avec les compagnies aériennes du Nord qui fournissent des services aériens aux collectivités inuites. Ces accords reconnaissent que le transport aérien est essentiel pour maintenir les chaînes d'approvisionnement alimentaire dans nos collectivités éloignées et accessibles seulement par avion, ainsi que d'autres biens et services de base.

Cet objectif pourrait être atteint en partie par la création d'un programme fédéral de services aériens en région éloignée et par des investissements stratégiques dans l'infrastructure aérienne. Transports Canada a examiné les programmes en vigueur dans d'autres compétences lors de la dernière révision de la *Loi sur les transports au Canada*, où des modèles de longue date existent en Australie, aux États-Unis et en Europe (voir l'Encadré 4 : *Subventions pour les services aériens en région éloignée*), et des modèles similaires pourraient être adoptés pour l'Inuit Nunangat.

Les investissements visant à remédier au déficit en infrastructures aériennes dans l'Inuit Nunangat ne peuvent pas être de « taille unique ». Par exemple, l'allongement et le pavage des pistes d'atterrissage ne sont pas nécessairement viables dans toutes les collectivités où les conditions géographiques ne le permettent pas. De même, la possibilité de faire atterrir des avions à réaction de plus grande taille et de plus grande capacité de chargement (par rapport à des avions à réaction plus modernes et plus écoénergétiques) n'est pas nécessairement préférable, lorsque le manque d'entreposage local à température contrôlée est un facteur limitatif important dans de nombreuses collectivités et n'est souvent pas économiquement viable à l'heure actuelle là où l'on dépend de combustibles fossiles à forte intensité énergétique et où les aliments frais ont une durée de vie limitée. Il est nécessaire d'élaborer des solutions politiques ciblées et globales en matière de transport aérien qui non seulement contribueront à réduire les coûts de transport des aliments, mais qui entraîneront également de nombreux avantages sociaux et économiques, notamment la réduction du gaspillage alimentaire, l'augmentation de la disponibilité des aliments et le partage accru des aliments traditionnels entre les collectivités, ce qui entraînera en fin de compte une réduction du coût élevé de la vie en général.



Infrastructures

Les collectivités inuites connaissent le plus important déficit en infrastructures au Canada par rapport aux autres collectivités autochtones et non autochtones⁹¹. De nouveaux investissements majeurs visant la production, la transformation, le stockage, la distribution, la vente, la consommation et la gestion des déchets des aliments dans l'Inuit Nunangat sont nécessaires pour réduire le coût élevé de la vie, en plus d'accroître et d'améliorer la sécurité alimentaire. L'infrastructure de transport, y compris l'infrastructure aérienne et maritime, dans l'Inuit Nunangat est à la traîne par rapport à d'autres régions du Canada, ainsi qu'à d'autres compétences dans l'Arctique; pourtant, il s'agit de composantes essentielles du système alimentaire dans l'Inuit Nunangat (voir l'Encadré 5 : Les déficits en infrastructures maritimes et aériennes dans l'Inuit Nunangat). Les déficiences et les lacunes dans ces domaines contribuent non seulement au coût élevé de la vie, mais rendent également la récolte de nourriture traditionnelle plus coûteuse et moins sécuritaire (voir la Figure 5 : Réseaux de transport de nourriture dans l'Inuit Nunangat)⁹². La plupart de nos collectivités ont besoin d'investissements pour réparer, remplacer ou installer des installations de stockage et de traitement des aliments traditionnels qui font cruellement défaut, ainsi que des installations de stockage à température contrôlée dans les aéroports et les installations d'accostage pour éviter la détérioration et le gaspillage des aliments.

Il existe relativement peu d'infrastructures particulières aux aliments dans l'Inuit Nunangat, mais elles constituent un élément essentiel de la récolte, de la transformation, du stockage, du partage et de la distribution des aliments traditionnels, ainsi qu'un facteur clé pour accroître l'accès à des aliments frais et riches en nutriments⁹³. Les besoins en infrastructures alimentaires locales propres aux Inuits sont uniques et font face à des lacunes importantes, notamment des installations d'entreposage locales adéquates pour répondre aux besoins des ménages inuits et des institutions sociales, comme les banques alimentaires, les écoles, les garderies et les congélateurs communautaires⁹⁴ qui nécessitent un espace adéquat pour stocker des aliments pendant plusieurs mois à la fois. Ces institutions sociales locales ont également du mal à trouver des installations pour stocker, préparer et servir les aliments.

Les infrastructures locales de récolte sont essentielles pour faciliter l'accès à nos terres et à nos eaux, notamment les ports pour petits bateaux, les installations polyvalentes essentielles au soutien des chasseurs-cueilleurs, ainsi que les programmes de formation et d'intendance sur les terres⁹⁵. Il s'agit par exemple d'entrepôts d'équipements, de centres de formation et d'usines de transformation alimentaire locales qui appuient la préparation d'aliments traditionnels⁹⁶. Ces usines de transformation peuvent accroître l'accès aux aliments traditionnels en prolongeant leur durée de conservation et en soutenant les entreprises commerciales à valeur ajoutée. Pour l'Inuit Nunangat, ces types d'infrastructures publiques sont d'une importance similaire à celle des infrastructures disponibles pour le secteur agricole dans le Sud.

Le vérificateur général du Canada a conclu en 2017 que le gouvernement fédéral n'avait pas assumé un rôle de leadership avec d'autres partenaires gouvernementaux et l'industrie pour améliorer les déficiences significatives dans l'accessibilité et la sécurité des aéroports éloignés et du Nord⁹⁷. Ces défis contribuent à l'insécurité alimentaire car ils se traduisent par une hausse des prix des aliments en raison de l'incapacité des infrastructures existantes à accueillir des avions à réaction plus récents et plus efficaces, ce qui augmente le coût des aliments et des biens qui doivent être transportés dans les collectivités. Le plus récent examen de la *Loi sur les transports au Canada*, qui envisage les 20 à 30 années prochaines années, a révélé que le plus grand défi pour le secteur du transport aérien dans le Nord est l'infrastructure aérienne vieillissante et inadéquate⁹⁸. Le rapport a également indiqué qu'il serait contraire à l'équité fondamentale de s'attendre à ce que les collectivités et les administrations du Nord assument le coût des investissements importants et essentiels nécessaires pour remédier aux déficits urgents de l'infrastructure aérienne, alors que les risques et les réalités opérationnelles des aéroports

Encadré 5 : Les déficits en infrastructures maritimes et aériennes dans l'Inuit Nunangat

Au Groenland, 14 des 18 pistes d'atterrissage du pays sont pavées, tandis que l'Alaska compte 61 pistes d'atterrissage pavées, soit plus de six fois le nombre de pistes des trois territoires canadiens réunis⁹⁹. Le port en eau profonde de Nuuk, récemment agrandi, a la capacité d'accueillir plusieurs navires à la fois ainsi qu'un terminal à conteneurs. Ce port unique est plus robuste et polyvalent que toutes les infrastructures maritimes de l'Inuit Nunangat réunies¹⁰⁰. Le transport des aliments récoltés et d'autres marchandises entre les collectivités du Groenland est assuré par une vaste infrastructure maritime comprenant 95 ports, dont le plus petit peut accueillir un navire de 33 mètres avec un tirant d'eau de trois mètres¹⁰¹. Deux ports en eau profonde existent dans l'Inuit Nunangat, mais ils ont été construits spécialement pour servir des exploitations minières distinctes près d'Arctic Bay et de Pond Inlet. L'Inuit Nunangat est également dépourvu de ports pour petits bateaux. Les seuls ports pour petits bateaux dans l'Inuit Nunangat sont situés à Pangnirtung, au Nunavut, et à Nain et Makkovik, au Nunatsiavut. La construction d'un port en eau profonde de 85 millions de dollars, qui prendra plusieurs années, est actuellement en cours à Iqaluit¹⁰².

et des compagnies aériennes du Nord diffèrent nettement de ceux auxquels est confronté le secteur aérien du Sud. Dans la plupart des collectivités inuites, les avions atterrissent sur des pistes courtes et non pavées, souvent sans l'aide de feux de piste, de systèmes de positionnement global par satellite ou d'informations météorologiques 24 heures sur 24. Les infrastructures aéronautiques de base font également défaut, notamment les installations de stockage à température contrôlée dans de nombreux aéroports, ce qui entraîne la détérioration et le gaspillage des aliments.

Nos communautés souffrent également d'un grave déficit de l'infrastructure maritime. Pendant la saison de navigation estivale, lorsque l'état des glaces le permet, les navires de réapprovisionnement des collectivités doivent s'en remettre à des navires plus petits pour transférer les marchandises à terre, car il n'y a pas d'installations d'amarrage ou des conditions d'amarrage difficiles, ce qui augmente encore le prix de la nourriture et des autres biens. Les chasseurs-cueilleurs doivent ancrer leurs bateaux en eau libre, souvent sans même l'avantage d'un brise-lames, où ils risquent d'être submergés ou endommagés par mauvais temps.

La Stratégie présente le paysage de la sécurité alimentaire des Inuits dans l'Inuit Nunangat, y compris les facteurs complexes de leur insécurité alimentaire, ainsi que la vision et la justification des mesures à prendre pour lutter contre les taux élevés inacceptables d'insécurité alimentaire qui frappent les communautés inuites depuis bien trop longtemps. La Stratégie témoigne de la détermination collective des Inuits à travailler ensemble pour trouver des solutions politiques coordonnées grâce à des partenariats constructifs avec plusieurs niveaux de gouvernement et d'autres partenaires.

La partie 2 de la Stratégie donne un aperçu des mesures interdépendantes, globales et tangibles nécessaires pour surmonter l'insécurité alimentaire des Inuits. Il s'agit d'une feuille de route conçue pour orienter les Inuits de l'Inuit Nunangat, ainsi que nos partenaires existants et émergents, sur la façon de travailler ensemble de manière stratégique dans les mois et les années à venir. Nous devons unir nos efforts pour surmonter la crise de santé publique que représente l'insécurité alimentaire des Inuits, une crise qui aurait dû être résolue depuis longtemps. La partie 2 de la Stratégie fournit un plan d'action explicite de haut niveau, à la fois dans un avenir immédiat et pour les années à venir, visant à assurer des résultats positifs en matière de sécurité alimentaire des Inuits, avec des incidences sur leur santé et leur bien-être général dans tout l'Inuit Nunangat.

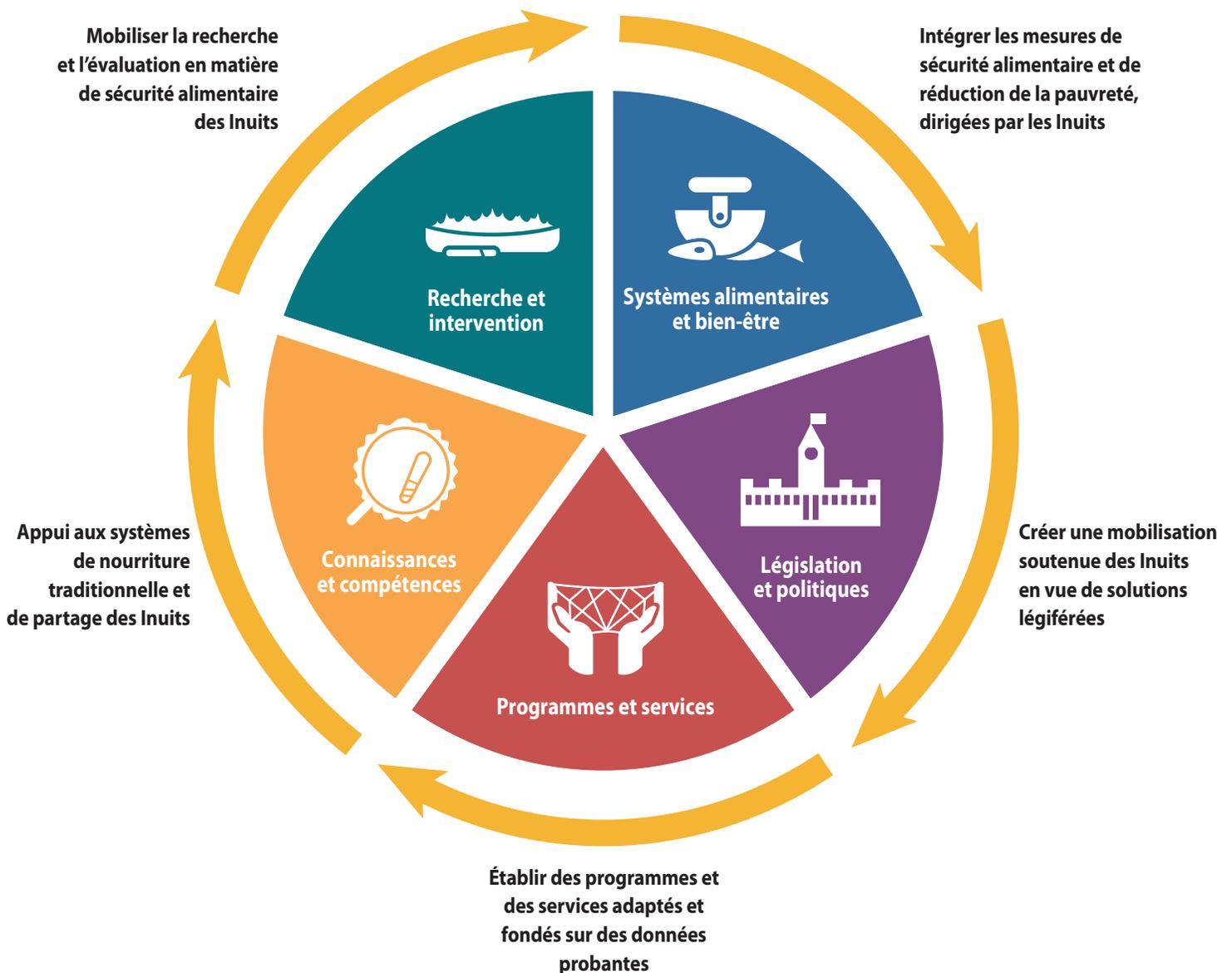


Figure 5 : Réseaux de transport des aliments dans l'Inuit Nunangat¹⁰³



Partie 2 : Priorités, objectifs et mesures

La partie 2 de la Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat (la « Stratégie ») détermine des objectifs et des mesures dont la mise en œuvre par ses partenaires est nécessaire pour améliorer la situation à cet égard dans l'ensemble de l'Inuit Nunangat. Pour que ces partenariats puissent être efficaces, une approche globale est essentielle de la part de multiples ministères et organismes fédéraux. Les objectifs et les mesures portent sur les vecteurs interreliés qui nuisent à la sécurité alimentaire chez les Inuits et sont organisés en fonction des cinq secteurs prioritaires suivants.





PREMIER SECTEUR PRIORITAIRE : Systèmes alimentaires et bien-être

Intégrer les mesures de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, dirigées par les Inuits

Le colonialisme a façonné le système alimentaire actuel dans l'Inuit Nunangat et, de ce fait, il est incompatible avec les besoins et les priorités des Inuits. Ce système doit être reformulé par les Inuits en partenariat avec les gouvernements pour régler les défis systémiques qui y contribuent. Ces défis comprennent l'écart grandissant dans les infrastructures de l'Inuit Nunangat comparativement à la plupart des autres régions du Canada, ainsi qu'à ses répercussions sur la récolte, le coût élevé de la vie et les prix élevés de la nourriture. En même temps, les gouvernements devraient miser sur les initiatives et les modèles de systèmes alimentaires prometteurs, en plus d'établir des partenariats avec les Inuits pour appliquer des mesures ambitieuses de réduction de la pauvreté. Lorsque ces objectifs s'harmoniseront avec les contextes régionaux inuits, les gouvernements devront appuyer et promouvoir l'intégration d'aliments récoltés aux chaînes d'approvisionnement au détail.

OBJECTIFS

- 1.1 La sécurité alimentaire est améliorée par des mesures efficaces de réduction de la pauvreté.
- 1.2 Le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat reflète les priorités alimentaires des Inuits.
- 1.3 Les infrastructures résistantes au climat appuient l'économie de récolte de nourriture traditionnelle, favorisent la santé et la sécurité de la population et réduisent le coût de la vie.
- 1.4 Les avantages sociaux sont adéquats et les moyens d'y avoir accès sont clairs et appuyés par des données adéquates.

MESURES

- 1.1.1 Promouvoir des mesures globales de réduction du coût de la vie dans l'Inuit Nunangat et promouvoir leur mise en œuvre par les gouvernements au moyen d'une norme du coût de la vie propre aux Inuits.
- 1.2.1 Collaborer avec le Comité de partenariat Inuits-Couronne pour harmoniser les éléments du système alimentaire contrôlés par le gouvernement fédéral avec les priorités des Inuits.
- 1.2.2 Appuyer les initiatives dirigées par les Inuits pour soutenir et promouvoir l'économie de la nourriture traditionnelle.
- 1.2.3 Appliquer une optique politique centrée sur l'Inuit Nunangat en partenariat avec le gouvernement fédéral afin d'éliminer les lacunes au niveau des programmes et des services et de contribuer à la sécurité alimentaire des Inuits.
- 1.2.4 Élaborer un guide alimentaire ou des outils connexes propres à l'Inuit Nunangat.
- 1.3.1 Combler les déficits en infrastructures ayant un impact sur le système alimentaire de l'Inuit Nunangat en se concentrant sur le transport et les infrastructures de récolte.
- 1.4.1 Évaluer la pertinence des programmes d'assistance sociale.
- 1.4.2 Former des partenariats avec les gouvernements pour augmenter l'accès des Inuits à des revenus existants.

DEUXIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Législation et politiques

Créer une mobilisation inuite durable sur des solutions légiférées globales

Des partenariats entre les Inuits et des gouvernements qui respectent et appuient l’autodétermination des Inuits et leur souveraineté alimentaire sont nécessaires pour que les mesures de sécurité alimentaire soient efficaces. Les initiatives législatives et les politiques fédérales qui devraient améliorer cette situation doivent être mises en œuvre en partenariat avec les Inuits au moyen d’une démarche fondée sur les distinctions. Par ailleurs, des mesures politiques ambitieuses ressemblant à celles adoptées pour appuyer les industries agricoles sont nécessaires pour soutenir et promouvoir la récolte de la nourriture traditionnelle des Inuits, réduire les coûts de transport des aliments et encourager les économies alimentaires locales et régionales. Il faut adopter de nouvelles initiatives législatives, ainsi que des modifications à la législation actuelle, en partenariat avec les Inuits, pour combler les lacunes législatives et réglementaires qui contribuent indirectement à l’insécurité alimentaire des Inuits. De telles mesures devraient comprendre des subventions du gouvernement fédéral pour combler et réduire les coûts de transport, contrôler les prix alimentaires volatils et réduire le coût de la vie dans l’Inuit Nunangat.

OBJECTIFS

- 2.1 Des partenariats fondés sur les droits entre les Inuits et les gouvernements orientent l’élaboration et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des initiatives alimentaires qui devraient profiter aux Inuits.
- 2.2 Des protections aux consommateurs existent pour veiller à ce que les Inuits aient accès à des aliments à prix abordable et soient protégés des prix volatils des aliments.
- 2.3 Les lignes aériennes et les infrastructures aéronautiques au service de l’Inuit Nunangat sont subventionnées et réglementées comme un service essentiel.

MESURES

- 2.1.1 Promouvoir et appuyer les stratégies alimentaires régionales des Inuits et les programmes et initiatives communautaires durables par un financement à long terme afin de fournir de la nourriture aux enfants, aux jeunes et aux familles, ainsi que le développement de compétences en alimentation.
- 2.1.2 Collaborer avec le Comité de partenariat Inuits-Couronne pour veiller à ce que les initiatives de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté soient coordonnées et élaborées en partenariat avec les Inuits.
- 2.1.3 Faire progresser les solutions législatives et politiques qui appuient la récolte de nourriture traditionnelle des Inuits et les entreprises alimentaires locales qui encouragent la croissance de l’économie locale. Alléger les restrictions réglementaires qui empêchent la vente de nourriture récoltée aux établissements publics, aux restaurants et aux détaillants, entre autres.
- 2.2.1 Explorer les règlements sur les prix alimentaires, en commençant par des options pour les articles subventionnés de Nutrition Nord Canada.
- 2.3.1 Réduire le coût élevé de la vie en requérant des investissements dans des infrastructures aéronautiques dans le Nord.
- 2.3.2 Réduire le coût élevé de la vie en requérant la création d’un programme de service aérien à distance qui crée des subventions ciblées et réglementées pour les lignes aériennes offrant des services essentiels aux collectivités inuites.



TROISIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Programmes et services

Créer des programmes et services adaptés et fondés sur des données probantes

De nouveaux programmes et services fondés sur des données probantes sont nécessaires pour aborder les vecteurs interreliés qui nuisent à la sécurité alimentaire chez les Inuits, y compris des initiatives qui offrent une aide financière directe aux familles vulnérables. Il est nécessaire de créer des initiatives nationales qui misent sur les mesures promises de réduction du coût de la vie, comme celles qui existent au Nunavik, grâce à une entente entre les Inuits et la province afin de réduire la pauvreté et d’améliorer la sécurité alimentaire dans l’Inuit Nunangat. Nutrition Nord Canada devrait être réformé en partenariat avec les Inuits en un programme conçu pour aborder les vecteurs d’insécurité alimentaire et respecter le droit à une nourriture adéquate. Des mesures à court terme pourraient être prises pour faciliter un accès unique à des programmes, initiatives et services fédéraux disparates qui portent sur divers éléments de l’insécurité alimentaire.

OBJECTIFS

- 3.1** Les initiatives et programmes fédéraux existants sont efficaces pour améliorer la sécurité alimentaire des Inuits.
- 3.2** Les programmes et les services de sécurité alimentaire sont fondés sur des données probantes et respectent le droit à une nourriture adéquate.
- 3.3** Les programmes et les services visant à améliorer la sécurité alimentaire sont accessibles aux Inuits dans tout l’Inuit Nunangat.

MESURES

- 3.1.1** Réformer Nutrition Nord Canada en un programme de sécurité alimentaire fondé sur des données probantes, y compris des pressions pour une vérification de Nutrition Nord Canada.
- 3.1.2** Évaluer l’utilisation par les Inuits des programmes, des initiatives et des services fédéraux ayant pour objectif d’améliorer la sécurité alimentaire.
- 3.1.3** Créer un programme alimentaire scolaire dans l’Inuit Nunangat.
- 3.2.1** Préconiser l’introduction de mesures de réduction de la pauvreté fondées sur des données probantes, y compris, sans s’y limiter, des programmes de visites à domicile et des modèles de revenus de subsistance garantis dirigés par des Inuits.
- 3.3.1** Privilégier des solutions politiques visant à combler les lacunes dans les investissements fédéraux, provinciaux et territoriaux en infrastructures qui ont une incidence sur le système alimentaire dans l’Inuit Nunangat.
- 3.3.2** Appuyer les initiatives, services et programmes alimentaires locaux dans tout l’Inuit Nunangat.

QUATRIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Connaissances, compétences et capacités

Appuyer les systèmes de nourriture traditionnelle et de partage des Inuits

La récolte et la distribution de nourriture traditionnelle sont essentielles pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires des Inuits. Cependant, les chasseurs-cueilleurs peuvent se heurter à des obstacles importants pour obtenir et distribuer la nourriture traditionnelle, comme des conditions environnementales imprévisibles, des services inadéquats de recherche et sauvetage, et des infrastructures maritimes et de récolte limitées. Les gouvernements devraient reconnaître le lien entre la récolte et le droit à une alimentation adéquate et se joindre aux Inuits en vue de promouvoir des mesures qui appuient et facilitent davantage les activités de récolte, ainsi que le transfert des connaissances associées à la récolte. De telles mesures devraient comprendre l’élaboration et l’appui d’infrastructures de récolte et l’intégration d’aliments récoltés dans les chaînes d’approvisionnement commerciales. On peut faire davantage aussi pour appuyer une alimentation saine déterminée par les Inuits, afin de respecter leurs besoins culturels et nutritionnels. De plus, des liens politiques prometteurs pourraient être établis pour coordonner de manière synergique le genre de compétences et les multiples occasions de formation qui sont accessibles aux chasseurs-cueilleurs inuits et aux travailleurs locaux de la santé qui offrent de la formation sur la transformation de la nourriture traditionnelle et du marché, et des initiatives d’éducation en matière de nutrition.

OBJECTIFS

- 4.1 Tous les Inuits ont la possibilité d’acquérir des connaissances et des compétences en récolte.
- 4.2 Les aliments produits dans l’Inuit Nunangat sont propres à la consommation, en plus d’être accessibles et à prix abordable pour les Inuits.
- 4.3 La mise en œuvre des accords de revendications territoriales des Inuits renforce les organismes locaux et régionaux de gestion de la faune et facilite l’accès aux aliments récoltés.

MESURES

- 4.1.1 Promouvoir des modèles de programmes qui enseignent les connaissances et les compétences des Inuits en récolte et offrent un appui à la participation équitable.
- 4.2.1 Appuyer les initiatives sur les connaissances nutritionnelles et l’alphabétisation propres aux Inuits au moyen d’opportunités éducatives formelles et informelles.
- 4.3.1 Promouvoir des investissements dans les infrastructures maritimes et de récolte.
- 4.3.2 Créer des politiques et des programmes de soutien propres aux Inuits pour les initiatives locales et régionales de systèmes alimentaires, y compris les programmes de soutien aux chasseurs, la formation sur le terrain pour les chasseurs-cueilleurs de nourriture traditionnelle, les activités de gestion de la faune et les subventions relatives à la nourriture traditionnelle.
- 4.3.3 Promouvoir des appuis fédéraux axés sur l’augmentation de la disponibilité et de l’abordabilité de la nourriture traditionnelle.
- 4.3.4 Favoriser l’intégration de chaînes d’approvisionnement de nourriture locale et importée, ainsi que les réseaux de partage inuits de nourriture traditionnelle et de production locale d’aliments.



CINQUIÈME SECTEUR PRIORITAIRE : Recherche et évaluation

Mobiliser la recherche et l'évaluation de la sécurité alimentaire des Inuits

La recherche sur la sécurité alimentaire est essentielle pour mobiliser les interventions en sécurité alimentaire, surveiller et évaluer leur efficacité et protéger la santé de la population. En plus des initiatives actuelles de recherche dirigées par des Inuits, de nouveaux partenariats entre les Inuits et les gouvernements, les chercheurs et les établissements de recherche sont nécessaires pour documenter les liens entre la récolte de nourriture traditionnelle et la sécurité alimentaire, surveiller les contaminants dans l'environnement et les répercussions climatiques sur la récolte, ainsi que d'appuyer l'autodétermination des Inuits relativement aux systèmes de gestion des pêches et de la chasse.

OBJECTIFS

- 5.1 La recherche sur la sécurité alimentaire des Inuits est fondée sur les priorités inuites en matière de sécurité alimentaire.
- 5.2 Les mesures envisagées pour améliorer la sécurité alimentaire des Inuits sont orientées par la meilleure recherche disponible.
- 5.3 Les données nationales sur la récolte et la consommation de nourriture traditionnelle dans les foyers éclairent les politiques relatives à l'alimentation et l'environnement.
- 5.4 La Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat est évaluée.

MESURES

- 5.1.1 Promouvoir des initiatives inuites de recherche et de politiques associées en matière de sécurité alimentaire au moyen de partenariats avec les chercheurs, les établissements de recherche et les organismes de financement.
- 5.1.2 Créer une mesure de l'insécurité alimentaire qui reflète clairement l'expérience des Inuits.
- 5.1.3 Améliorer la capacité et les infrastructures en recherche dirigées par les Inuits, y compris les centres de recherche appartenant aux Inuits, pour surveiller la sécurité et la sûreté alimentaires.
- 5.2.1 Évaluer l'efficacité des initiatives, des politiques et des programmes alimentaires existants.
- 5.2.2 Mesurer régulièrement les taux d'insécurité alimentaire chez les Inuits par la Qanuippitaa.
- 5.3.1 Utiliser le Qanuippitaa – Sondage national sur la santé des Inuits pour recueillir des données sur la consommation de la nourriture traditionnelle qui appuient la prise de décisions des Inuits en vue d'améliorer les politiques et les programmes.
- 5.4.1 Diriger des activités de surveillance, d'évaluation et d'apprentissage relativement à la mise en œuvre de la Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat.

Conclusion

La prédominance élevée d'insécurité alimentaire subie par notre peuple est l'une des plus longues crises en santé publique envisagée par une population canadienne. Les Inuits et tous les Canadiens ont le droit à une alimentation adéquate. Toutefois, il n'existe pas d'initiatives ou de programmes correspondants adéquats en matière de sécurité alimentaire pour respecter ce droit. Par conséquent, notre peuple se trouve dans la situation peu enviable de connaître la prédominance documentée la plus élevée d'insécurité alimentaire de tous les peuples autochtones vivant dans un pays développé. Ce défi se situe dans un contexte d'inégalités socioéconomiques qui contribuent à aggraver sa vulnérabilité. Le manque de volonté du Canada à investir sérieusement dans les infrastructures maritimes et aéronautiques régionales place le pays en marge des autres nations possédant des territoires dans l'Arctique. Par ailleurs, sa négligence des besoins en infrastructures dans la région contribue aux coûts élevés des aliments et de la vie dans toute la région.

Les forces du marché non réglementées peuvent contribuer aux prix abusifs et au coût élevé de la vie. Il est essentiel de renforcer l'autodétermination des Inuits dans le système alimentaire de l'Inuit Nunangat pour le remodeler en un qui reflète leurs priorités alimentaires. Les gouvernements doivent élaborer de multiples mesures fondées sur des données probantes en partenariat avec les Inuits de manière à améliorer cette situation et respecter leur droit à une alimentation adéquate. Les aliments récoltés sont essentiels pour que les Inuits puissent jouir de la sécurité alimentaire et du développement économique régional. De plus, les activités de récolte doivent être promues et soutenues. En même temps, le gouvernement fédéral devrait miser sur les mesures prometteuses élaborées par les Inuits du Nunavik et le Québec, et prendre l'initiative en favorisant des mesures globales de réduction du coût de la vie dans toute la région.



Annexes

ANNEXE A

Distribution alimentaire commerciale dans l'Inuit Nunangat

Le présent document décrit l'état actuel de base de la distribution alimentaire commerciale dans l'Inuit Nunangat, y compris des modèles de vente au détail d'aliments du marché, l'infrastructure, les centres de distribution, les flottes internes de marchandises au détail et les partenariats avec les transporteurs maritimes de réapprovisionnement; les dynamiques de réapprovisionnement maritime annuel, dont les rôles des gouvernements, des transporteurs, de l'infrastructure portuaire, des routes de réapprovisionnement et de l'horaire saisonnier; le réapprovisionnement aérien, dont les compagnies aériennes et l'infrastructure aéroportuaire; les organismes et infrastructures alimentaires locaux, dont les congélateurs, les cuisines et les banques alimentaires communautaires; les achats extérieurs par des établissements sociaux, des gouvernements et des ménages; traitement commercial de nourriture traditionnelle, activités de vente au détail et pêcheries.

Distribution d'aliments du marché au détail

L'Inuit Nunangat dispose de divers modèles d'aliments qu'on trouve dans le marché au détail, y compris :

- deux grandes coopératives régionales avec une majorité de membres inuits, chacune dotée de centres de distribution dans des villes canadiennes du Sud, et une qui est dotée d'une flotte aérienne, ainsi qu'une coopérative plus petite appartenant à des Inuvialuits;
- une société multinationale privée ayant des comptoirs de services au détail dans la plupart des collectivités inuites;
- un détaillant privé régional de propriété inuite;
- quelques détaillants indépendants.

Arctic Co-operatives Itée (ACL) a été établie en 1972 et comprend 32 entreprises communautaires autonomes au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, et au Nunavut (25 dans les collectivités inuites de la région désignée des Inuvialuits et du Nunavut). Chaque entreprise dispose de deux délégués votants qui sont membres du conseil d'administration de l'ACL, certains des magasins payant des ristournes. La majorité du commerce de l'ACL se fait au détail, l'approvisionnement de groupe étant conçu pour réduire le coût d'épicerie. L'ACL coordonne aussi des opérations annuelles de réapprovisionnement maritime; ses filiales et partenaires œuvrent dans le transport en général, le transport maritime, et le transport de pétrole et de gaz.

Ilagiisaq-Fédération Coopératives Nouveau-Québec (FCNQ) a été établie en 1967 et est l'employeur le plus important du secteur privé dans le nord du Québec et le plus grand employeur au Nunavik. Les filiales et les partenaires de la FCNQ comprennent les opérations de transport, de transport maritime, et de pétrole et gaz. Des coopératives appartenant aux membres de la FCNQ se trouvent dans les 14 collectivités du Nunavik.

Stanton Group Itée est classée comme une coopérative appartenant à l'Inuvialuit Development Corporation, une entreprise de distribution alimentaire située à Inuvik et qui possède des magasins de vente au détail dans trois collectivités de la région désignée des Inuvialuits.

La North West Company (NWC) est une société multinationale privée ayant des magasins de vente au détail dans les quatre régions inuites du Canada, en Alaska, dans les provinces canadiennes de l'ouest et du centre, à Hawaï, Fuji, Guam, dans la Samoa américaine et dans les Caraïbes. Northmart ou Northern Stores sont présents dans la plupart des collectivités inuites, tandis qu'on trouve des magasins de style dépanneur (Quikstop) dans plusieurs collectivités du Nunavut.

Big Land General Grocery Itée est une chaîne de vente au détail dotée de magasins dans trois collectivités du Nunatsiavut.

Les détaillants indépendants dans l'Inuit Nunangat comprennent Newwiq'vi et Tullik à Kuujuaq.

Centres de distribution au détail

Le siège social de la NWCo est situé à Winnipeg, où se trouve aussi un grand entrepôt central de distribution qui est ravitaillé à partir d’Edmonton, d’Ottawa et de Montréal. Le siège social d’ACL et son centre de distribution principal sont également situés à Winnipeg. Récemment, ACL a acquis un grand entrepôt et un hangar juste au sud de Montréal. Le centre de distribution au détail de la FCNQ est situé à Baie-D’Urfé à l’ouest de l’Île de Montréal. L’entrepôt principal de la Stanton Group Ltée est situé à Inuvik où il reçoit des fournitures d’Edmonton et de Yellowknife. Le centre de distribution principal de la Big Land General Grocery limitée se trouve à St. John’s pour le transport maritime et à Happy Valley-Goose Bay pour le fret aérien.

Flottes aériennes et partenariats de transport maritime internes

La NWCo a acheté la North Star Air du nord de l’Ontario en 2017 et a récemment acquis un nouveau hangar à Thompson, au Manitoba. En 2020, un partenariat entre l’ACL et la compagnie aérienne québécoise Chrono Aviation comprenait la création d’un siège inuit dans son conseil d’administration et l’acquisition par l’ACL d’un nouveau hangar à Saint-Hubert (juste au sud de Montréal).

Seules deux des 51 collectivités inuites de l’Inuit Nunangat — Inuvik et Tuktoyaktuk — reçoivent des services par la route toute l’année. Toutefois, il est important de souligner que tant l’autoroute Dempster qui se rend à Inuvik que la route Inuvik–Tuktoyaktuk sont fermées pendant les périodes de gel à l’automne et de fonte au printemps, et qu’elles sont de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique. Aklavik reçoit des services par une route d’hiver. Toutes les autres collectivités inuites sont réapprovisionnées par voie maritime, par barge ou par traversier l’été et par transport aérien toute l’année. La plupart des collectivités reçoivent du ravitaillement par voie maritime deux ou trois fois par année, alors que d’autres n’en reçoivent qu’une seule fois par année.

Réapprovisionnement maritime annuel

Les gouvernements provinciaux et territoriaux dirigent ou jouent un rôle dans la négociation des conditions touchant le réapprovisionnement maritime de charge sèche et de carburant en vrac avec les transporteurs de réapprovisionnement maritime à la plupart des collectivités inuites. Des détails sur les transporteurs désignés et les horaires de livraison sont disponibles en ligne pour la plupart des collectivités. Les saisons de transport maritime, par barge et par traversier se déroulant de la fin juin à la fin octobre et aussi tard qu’au début décembre au Nunatsiavut.

Dans la région désignée des Inuvialuits, les Services de transport maritime appartenant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest offrent des opérations par barge à partir de Tuktoyaktuk. En 2018, le réapprovisionnement par barge à Kugluktuk et Cambridge Bay a été annulé; les cargaisons sèches et le carburant ont dû être transportés par voie aérienne aux collectivités, au coût de presque 4 millions de dollars.

Il incombe au ministère des Services communautaires et gouvernementaux du Nunavut d’assurer le réapprovisionnement annuel de charge sèche au Nunavut. En 2019, la Nunavut Eastern Arctic Shipping inc., dont le siège social se trouve à Valleyfield (au sud-ouest de Montréal), est devenue le transporteur unique de 18 des 26 collectivités du Nunavut pour cinq ans (Iqaluit, Cape Dorset, Kimmirut, Pangnirtung, Arctic Bay, Qikiqtarjuaq, Clyde River, Grise Fiord, Pond Inlet, Resolute Bay, Baker Lake, Chesterfield Inlet, Rankin Inlet, Whale Cove, Arviat, Coral Harbour, Kugaaruk, Sanikiluaq et le service Churchill–Kivalliq).

Au Nunavik et au Nunavut, un partenariat entre Desgagnés Transarctik inc., Nunavut Sealink & Supply



inc. et Taqramut Transport inc. offre un réapprovisionnement maritime à partir de Sainte-Catherine (sur la rive sud de Montréal) avec deux ou trois services à des collectivités du Nunavik et à deux douzaines de collectivités du Nunavut de la fin juin à la mi-septembre. Desgagnés Transarctik est en activité depuis 50 ans, son siège social étant à Québec et ayant établi des partenariats avec Ilagiisaq-FCNQ.

Le service côtier (traversier) du Labrador offre des services de réapprovisionnement maritimes au Nunatsiavut au moyen d'un partenariat entre la Labrador Marine inc. (une filiale de Woodward Group) et la Nunatsiavut Marine inc. (NMI). En 2019, la gestion du fret a été simplifiée, les opérations de base étant centralisées à Goose Bay. Il y a des départs quotidiens de Goose Bay, sauf le samedi, vers les cinq collectivités du Nunatsiavut.

Installations portuaires, ports pour petits bateaux et installations de transbordement

Les infrastructures maritimes pouvant accueillir les opérations de transport maritime dans l'Inuit Nunangat sont extrêmement limitées, ce qui en affecte la sécurité et l'efficacité. Le rapport sur les ports pour petits bateaux du Nunavut¹⁰⁴ indique que le gouvernement du Nunavut est axé sur le développement d'infrastructures portuaires de pêche à Pangnirtung, Clyde River, Qikiqtarjuaq, Pond Inlet, Chesterfield Inlet, Repulse Bay et Kugaaruk. Pangnirtung dispose du premier port pour petits bateaux dans l'Inuit Nunangat, le gouvernement du Canada ayant contribué 40,5 millions de dollars à sa construction sur cinq ans (2009–2013). Le projet des corridors de l'Arctique (faible impact), un projet coopératif dirigé par une équipe de l'Université d'Ottawa avec l'appui de la Garde côtière canadienne et Transports Canada, décrit les secteurs de récolte et des stratégies pour éviter les conflits avec les navires. Divers rapports communautaires sont maintenant disponibles (p. ex. Sachs Harbour). Depuis 1998, des infrastructures maritimes de base ont été construites dans les 14 collectivités du Nunavik. Plusieurs de ces projets ont été mis à niveau plus tard (2006-2010) pour mieux refléter les opérations de transport maritime et d'autres besoins communautaires. Toutefois, la plupart, sinon toutes, les infrastructures ont besoin d'investissements importants.

Réapprovisionnement aérien

Services de fret aérien commercial

La desserte de l'Inuit Nunangat par des compagnies aériennes commerciales est assurée par Aklak Air dans la région désignée des Inuvialuits, Calm Air dans la région Kivalliq du Nunavut, Air Borealis au Nunatsiavut, ainsi que par des services interrégionaux fournis par Air Inuit et Canadian North. La majorité des aéroports dans l'Inuit Nunangat ont de courtes pistes en gravier avec une capacité très limitée, le cas échéant, d'entreposage à température contrôlée et pouvant accommoder des charges de fret limitées, comparativement aux aéroports de grands centres.

Organisations alimentaires locales : congélateurs communautaires, cuisines, banques alimentaires

Au cours des dernières années, le ministère du Développement économique et des Transports du Nunavut a commencé à appuyer financièrement des projets de congélateurs communautaires à Whale Cove, Qikiqtarjuaq, Arctic Bay, Pond Inlet, Taloyoak et Arviat grâce à son programme de distribution de nourriture traditionnelle. Il existe plusieurs exemples de programmes de congélateurs communautaires dans l'Inuit Nunangat, ainsi que des initiatives locales, comme des banques alimentaires et des cuisines communautaires. Le projet Nuluaq se poursuit pour augmenter les renseignements disponibles sur les initiatives locales dans l'Inuit Nunangat qui jouent un rôle clé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire des Inuits¹⁰⁵.

Achats extérieurs¹⁰⁶

Les activités d'achats extérieurs comprennent des commandes directes aux fournisseurs enregistrés de Nutrition Nord Canada (NNC) de la part d'établissements sociaux et gouvernementaux, de camps miniers et de ménages, ainsi que des commandes directes hors NNC.

Producteurs commerciaux de nourriture traditionnelle, détaillants et pêcheries

Les producteurs commerciaux de nourriture traditionnelle sont surtout situés au Nunavut et comprennent Kitikmeot Foods inc., située à Cambridge Bay, une filiale de la Corporation de développement du Nunavut (CDN) et Kivalliq Arctic Foods, située à Rankin Inlet, également une filiale de la CDN.

Les pêcheries côtières et extracôtières contrôlées par les Inuits comprennent Papiruaq Fisheries, située à Whale Cove et filiale de CDN qui dirige une usine de traitement de l'omble chevalier et du maktaaq pêchés localement. L'Arctic Fisheries Alliance, appartenant conjointement aux organisations et fiduciaires communautaires de chasseurs et trappeurs de Grise Fiord, Qikiqtarjuaq, Resolute Bay et Arctic Bay, possède les navires de pêche *Suvak* et *Kiviuq1* spécialisés dans la pêche au turbot extracôtier, au flétan de l'Atlantique et à la morue. Cumberland Sound Fisheries, située à Pangnirtung, est une entreprise locale appartenant aux Inuits, achetée de la CDN il y a plusieurs années.

Comme pêcherie de turbot côtier fonctionnant surtout en hiver, Cumberland Sound Fisheries emploie plus de 80 pêcheurs saisonniers, mais elle a la capacité (navires) de diriger une pêcherie estivale de turbot si elle obtient un quota. Cumberland Sound Fisheries possède et dirige l'usine de poisson de Pangnirtung, qui traite l'omble chevalier et le turbot, et offre huit postes permanents à temps plein et des postes saisonniers à temps plein à environ 30 personnes. Elle sert aussi la pêcherie extracôtier de turbot.



La Qikiqtaaluk Fisheries Corporation et Nataanaq Fisheries se trouvent aussi au Nunavut. Baffin Fisheries est une propriété conjointe de cinq associations de chasseurs et de trappeurs dans la région Qikiqtani du Nunavut : Pangnirtung, Amaruq (Iqaluit), Mittimatalik (Pond Inlet), Mayukalik (Kimmirut) et Namautalik (Clyde River) et elle exploite aussi deux chalutiers-usines et un chalutier-usine à filets maillants. Les profits de l'industrie de la pêche commerciale extracôtière sont réinvestis dans les communautés qui possèdent conjointement Baffin Fisheries.

La Northern Coalition Corporation (pêcheries) comprend cinq sociétés inuites, dont la Société Makivik, la Qikiqtaaluk Corporation (Québec), NGC, Unaaq Fisheries (copropriété du Québec et de Makivik) et la Torngat Fish Co-op. Nuluak Fisheries et Pikalujak Fisheries ont respectivement une participation majoritaire inuite (Nunatsiavut).

ANNEXE B

Réglementation des récoltes de nourriture traditionnelle au Groenland aux fins de vente commerciale et de distribution

Dans les collectivités plus larges du Groenland comme Nuuk, Sisimiut et Ilulissat, on peut acheter de la nourriture traditionnelle de deux façons : dans les épiceries, qui font le traitement de cette nourriture achetée directement de chasseurs et qui distribuent la nourriture traditionnelle transformée et emballée par des grossistes commerciaux, ou dans des marchés publics dédiés, où cette nourriture est disponible directement auprès des chasseurs et des pêcheurs.

Les prix de gros de nourriture traditionnelle commerciale sont fixés par Kalaallit Nunatta Aalisartut Piniartullu Katuffiat (KNAPK), le syndicat national des chasseurs et des pêcheurs du Groenland qui représente plus de 70 organisations communautaires comprenant quelque 2000 membres. Ces organisations sont financées par la taxe de vente de la nourriture traditionnelle. Les prix courants de cette nourriture sont établis par les détaillants qui l'ont achetée de chasseurs, de pêcheurs ou de chasseurs particuliers qui vendent leurs prises directement aux consommateurs dans des marchés fermés ou à ciel ouvert. Les chasseurs et les pêcheurs en vendent aussi de manière informelle aux consommateurs.

La récolte et la transformation de la nourriture traditionnelle aux fins de distribution commerciale sont réglementées au Groenland par le gouvernement, ainsi que par les administrations municipales. La profession de chasseur et pêcheur est réglementée pour ceux qui gagnent plus de la moitié de leurs revenus annuels à partir de la chasse ou de la pêche et qui ont terminé la formation et les certificats nécessaires pour transformer, entreposer et vendre leurs prises de manière hygiénique. Le gouvernement du Groenland réglemente et applique des normes et des règles de formation et de certification à l'intention des chasseurs et des pêcheurs professionnels. Des règles et des certifications particulières peuvent être exigées pour que les chasseurs puissent recevoir des quotas pour certains animaux.

Les chasseurs et les pêcheurs professionnels particuliers doivent obtenir des certifications en hygiène et en transformation du poisson et du gibier afin de pouvoir vendre leurs prises à des usines de transformation, des restaurants, des détaillants ou sur les marchés de nourriture traditionnelle. Les administrations municipales certifient les chasseurs et les pêcheurs au moyen de cours obligatoires administrés en partenariat avec KNAPK. Des certifications sont nécessaires pour que les chasseurs et les pêcheurs puissent vendre leurs prises directement aux usines de transformation alimentaire, magasins, hôpitaux et directement au public. Ces ventes sont taxées par le gouvernement du Groenland.

Le gouvernement surveille et applique des normes d'hygiène aux usines de transformation de poisson et de gibier et détermine le type de gibier pouvant être traité à chaque usine particulière. Les administrations municipales construisent et gèrent les marchés fermés et à ciel ouvert de nourriture traditionnelle et elles surveillent et font respecter les normes nationales obligatoires sur la transformation et la vente de poisson et de gibier. Le gouvernement du Groenland détermine les quotas de poisson et de gibier pour les chasseurs et les pêcheurs commerciaux, ainsi que la chasse et la pêche à des fins personnelles.



Les activités de récolte ne sont pas directement subventionnées au Groenland, bien que la chasse et la pêche reçoivent un soutien en nature par les infrastructures pourvues en personnel et gérées par les gouvernements. Les administrations municipales au Groenland surveillent l'élaboration et l'administration de marchés dédiés, fermés et à ciel ouvert, pour la nourriture traditionnelle. Dans la municipalité de Sermersooq, par exemple, qui comprend la ville de Nuuk, une installation fermée est située au centre-ville aux fins des chasseurs et des pêcheurs autorisés, où ils vendent le poisson et le gibier préparés par eux-mêmes. Une partie des fonds nécessaires pour administrer les sites provient des taxes recueillies de la vente de nourriture traditionnelle dans les marchés. Un deuxième marché situé près du quai de la ville était en réparation au moment de la rédaction. À ce moment particulier, le marché principal de nourriture traditionnelle à Nuuk n'était pas une entreprise rentable : les coûts associés à la gestion et l'entretien de l'installation dépassaient les recettes provenant des taxes recueillies lors de la vente de ces aliments par les chasseurs et les pêcheurs autorisés qui l'utilisaient.

ANNEXE C

Résultats à vie fondés sur des données probantes découlant des visites à domicile de santé publique pour les parents nouveaux et vulnérables

Les interventions de visites à domicile de santé publique axées sur le soutien aux femmes enceintes ou aux nouvelles mères et leurs nourrissons peuvent être un moyen efficace d'appuyer la santé, le bien-être et l'autosuffisance chez les nouveaux parents à faibles revenus et leurs enfants. Bien qu'elles soient envisagées comme une nouveauté en Amérique du Nord, les visites à domicile de tous les nouveaux parents et leurs enfants de moins de trois ans est une composante fondamentale des systèmes de prestation de soins de santé au Danemark depuis les années 1930 et dans d'autres pays européens comme la Finlande, l'Allemagne et les Pays-Bas¹⁰⁷. Les visites à domicile visent à fournir une sensibilisation en matière de santé, des soins préventifs et des services de soutien social aux jeunes enfants et à leurs parents, ainsi que des services de santé, y compris des allocations en espèces ou non, une aide en logement, des services de soins aux enfants, ainsi que des services sociaux pour les familles, le cas échéant. Les visites à domicile sont aussi une composante fondamentale du système de prestation des soins de santé dans les collectivités plus grandes du Groenland, où les infirmières visitent les foyers de tous les nouveaux parents en vue de fournir des services éducatifs et un appui direct aux familles.

On peut trouver des exemples de programmes semblables dans l'Inuit Nunangat. Le programme communautaire *Ilagiilluta* (soyons une famille) au Nunavik offre des activités de promotion et de prévention visant à assurer la santé et le bien-être des enfants et de leurs familles. Le programme comprend la distribution de coupons alimentaires pour augmenter l'accès à des aliments sains achetés en magasin pendant la grossesse et la période postnatale, ainsi que pour réduire l'impact de l'insécurité alimentaire sur les mères et leurs enfants. Le processus de distribution de coupons offre aussi de multiples occasions d'appui et une éducation en vue de favoriser le développement optimal des enfants et d'améliorer leur santé générale. Le gouvernement du Nunatsiavut offre la prestation culturellement adaptée du programme provincial « Healthy Beginnings ». Le programme est gratuit et est fourni de manière volontaire et confidentielle aux familles du Nunatsiavut ayant des enfants nouveau-nés jusqu'à l'âge de cinq ans.

« Partenariat entre les infirmières et les familles » est le programme de visites à domicile le mieux connu en Amérique du Nord où ce genre d'initiative est considéré comme une intervention de santé publique. Il a été élaboré aux États-Unis où il est en voie d'être mis en œuvre dans 46 États. Il est actuellement mis en application et évalué en Colombie-Britannique et en Ontario, parmi d'autres territoires à l'extérieur des États-Unis. Des interventions similaires fondées sur des données probantes sous forme de visites à domicile de populations vulnérables, comme le programme de visites élaboré à l'Université Yale¹⁰⁸, « Minding the Baby », ainsi que le « Triple P-Positive Parenting Program », utilisent la même approche de base en vue de créer des résultats à vie positifs pour les enfants au moyen d'interventions directes précoces¹⁰⁹.



Partenariat entre les infirmières et les familles est conçu pour transformer la vie des mères qui en sont à leur premier enfant et de leurs nourrissons par des visites à domicile régulières d'infirmières autorisées qui portent sur la prestation de soins et de soutien aux familles afin d'assurer une grossesse saine, des soins responsables et compétents à leurs enfants et de les aider à devenir plus autonomes financièrement. Depuis le début de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait deux ans, les visiteuses à domicile du Partenariat entre les infirmières et les familles établissent des relations de confiance avec les mères qui en sont à leur premier enfant et les habilite à parvenir à une meilleure vie pour leurs familles et elles-mêmes. Ces interventions fondées sur des données probantes sont reconnues comme une pratique exemplaire par l'Agence de santé publique du Canada à la suite d'études randomisées contrôlées qui laissent entendre que les participantes connaissent un certain nombre d'avantages dont la réduction de maltraitance et de négligence des enfants, un moins grand nombre de grossesses subséquentes, moins d'arrestations des mères et moins d'arrestations d'enfants à l'âge de 15 ans¹¹⁰.

Les coûts d'administration du Partenariat entre les infirmières et les familles varient selon les compétences; cependant, les retombées économiques positives de l'investissement pour les gouvernements peuvent être considérables. L'analyse des coûts-avantages des interventions effectuées en 2005 a conclu à un avantage net pour la société de 34 148 \$US (en dollars de 2003) par famille à risque élevé servie, la majorité des économies réalisées par le gouvernement équivalant à 5,70 \$ de rendement pour chaque dollar investi¹¹¹.

Les interventions de santé publique conçues pour transmettre des compétences parentales et développer des capacités de base chez les parents à faible revenu peuvent aider à mettre fin aux cycles d'adversité, de traumatisme et de pauvreté. De telles interventions se sont révélées efficaces, dans certains cas, pour aider à favoriser des milieux plus sains et plus propices pour les enfants, tout en appuyant des compétences liées à l'autoréglementation chez les parents. De telles compétences sont transmissibles au milieu de travail et nécessaires pour réussir dans d'autres sphères de la vie. Les parents qui ont peut-être eux-mêmes grandi dans des environnements stressants, abusifs ou imprévisibles, ont souvent du mal à gérer le parentage et d'autres situations stressantes au foyer et au travail. Les interventions qui aident les adultes à renforcer leurs capacités de base, y compris l'habileté de planifier, de se concentrer, de se contrôler, de prendre conscience et de manifester de la souplesse, peuvent aider à rompre les cycles de pauvreté et à avoir un effet positif à vie sur les adultes et leurs enfants¹¹².

Notes

- 1 L'Enquête sur la santé des Inuits en 2007-2008 a classé 62,6 % des ménages inuits comme souffrant d'insécurité alimentaire, comparativement à 7,7 % de tous les ménages canadiens. Cette enquête comprenait la participation des ménages inuits dans la région désignée des Inuvialuits, le Nunavut et le Nunatsiavut. L'*Enquête sur la santé auprès des Inuits du Nunavik 2004* (Qanuippitaa?) a été effectuée au Nunavik à l'aide de différentes méthodes de sondage. Au cours des dernières années, le gouvernement du Nunatsiavut a publié les résultats d'une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages révélant que les taux d'insécurité alimentaire au Nunatsiavut sont plus élevés que ceux enregistrés lors de l'enquête de 2007-2008. On peut trouver les résultats de l'*Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik 2017* dans le rapport suivant : Philippe Robert et al., « Respiratory Health », 2020, p. 53, *Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik 2017 Qanuillirpita? How are we now?* Québec, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), consulté le 13 mai 2021, https://nrhss.ca/sites/default/files/health_surveys/A12174_RESI_Respiratory_Health_EP5.pdf; indépendamment de l'enquête au Nunavik en 2004 et de l'enquête en 2007-2008 dans la région désignée des Inuvialuits, le Nunavut et le Nunatsiavut, Qanuippitaa? L'enquête nationale sur la santé des Inuits sera dirigée conjointement par l'ITK, la région désignée des Inuvialuits, le Nunavut, le Nunavik et le Nunatsiavut, tous les cinq ans, et entièrement par des Inuits; Helga Saudny, Donna Leggee et Grace Egeland, « Design and Methods of the Adult Inuit Health Survey 2007–2008 », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, 2012, consulté le 3 février 2021, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3500824>; Gouvernement du Nunatsiavut, « Household Food Security Survey Results Released », communiqué, 23 mai 2017, consulté le 7 mars 2021, <https://www.nunatsiavut.com/wp-content/uploads/2017/05/NEWS-RELEASE-Food-security-survey-results-released.pdf>; « Health Surveys », Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, consulté le 7 mars 2021, <https://nrhss.ca/en/health-surveys>.
- 2 Des stratégies régionales en sécurité alimentaire sont en développement dans la région désignée des Inuvialuits, au Nunavik et au Nunatsiavut. Au Nunavut, la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action en sécurité alimentaire est appuyée par le plan de réduction de la pauvreté du Nunavut, *Le plan Makimaniq 2*. Cette stratégie a été publiée en 2014 par la Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut, un partenariat composé de ministères gouvernementaux, d'organisations inuites et d'organisations non gouvernementales; Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut, *Stratégie sur la sécurité alimentaire du Nunavut (2014-2016)*, Iqaluit, NU, 5 mai 2014, consulté le 8 mars 2021, https://www.nunavutfoodsecurity.ca/sites/default/files/files/Resources/Strategy/NunavutFoodSecurityStrategy_FRENCH.pdf; Table ronde du Nunavut sur la réduction de la pauvreté, *Le plan Makimaniq 2: Une approche commune de réduction de la pauvreté (2017-2022)*, Iqaluit, NU, 2017, consulté le 8 mars 2021, [https://assembly.nu.ca/sites/default/files/TD-287-4\(3\)-EN-The-Makimaniq-Plan-2-A-Shared-Approach-to-Poverty-Reduction-2017-2022.pdf](https://assembly.nu.ca/sites/default/files/TD-287-4(3)-EN-The-Makimaniq-Plan-2-A-Shared-Approach-to-Poverty-Reduction-2017-2022.pdf).
- 3 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Sommet mondial de l'alimentation*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 13-17 novembre 1996, Sommet mondial de l'alimentation, consulté le 3 février 2021, <https://digitallibrary.un.org/record/195568?ln=en>.
- 4 Assemblée générale des Nations Unies. *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, décembre 1966, Série de traités 999) 171, consulté le 7 mars 2021, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>
- 5 Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. Vingtième session 1999. Commentaire général 8, p. 3, consulté le 11 mai 2021, <https://undocs.org/fr/E/C.12/1999/5>.
- 6 Assemblée générale des Nations Unies. Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989, Nations Unies, Série des traités, vol. 1577, p. 3, consulté le 11 mai 2021, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>.
- 7 Assemblée générale des Nations Unies. *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, 18 décembre 1979, Nations Unies, Série des traités, vol. 1249, p. 13, consulté le 11 mai 2021, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>
- 8 Assemblée générale des Nations Unies. *Déclaration sur les droits des peuples autochtones : résolution adoptée par l'Assemblée générale*, 2 octobre 2007, A/RES/61/295, consulté le 11 mai 2021, https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_F_web.pdf.
- 9 Olivier De Schutter. *Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Nations Unies, 24 décembre 2012, A/HRC/22/50/Add.1, 20, consulté le 7 mars 2021, <https://digitallibrary.un.org/record/722431?ln=fr>.



- 10 Mohan B. Kumar et al. *Harvesting Activities Among First Nations People Living Off Reserve, Métis and Inuit: Time trends, Barriers and Associated Factors*, Ottawa, Statistique Canada, 16 avril 2019, catalogue no 89-653-X2019001), consulté le 19 mars 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/89-653-x/89-653-x2019001-eng.pdf?st=zLHJNo2Z>.
- 11 Tiffannie Kenny. « The Inuit Food System: Ecological, Economic, and Environmental Dimensions of the Nutrition Transition », dissertation de doctorat, Université d'Ottawa, 2017, consulté le 31 janvier 2021, <https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/36157>.
- 12 Duncan William Wartier. « A Novel Wild Food Valuation Framework Using Local Retail Replacement Costs in Nunavut », présentation à la réunion scientifique annuelle d'ArcticNet, Halifax, N.-É., 3 décembre 2019, consulté le 8 mars 2021, <https://arcticnetmeetings.ca/docs/asm2019-abstracts.pdf>.
- 13 Amanda Wilson et al. « Strengthening Sustainable Northern Food Systems: Federal Policy Constraints and Potential Opportunities ». *Arctic*, vol. 73, n° 3, septembre 2020, p. 292-311, consulté le 11 mars 2021, <https://doi.org/10.14430/arctic70869>.
- 14 Wilson et al. « Strengthening Sustainable Northern Food Systems ».
- 15 Carie Hoover et al. « The Continued Importance of Hunting for Future Inuit Food Security », *The Solutions Journal*, 20 août 2016, consulté le 11 mars 2021, <https://thesolutionsjournal.com/2016/08/20/continued-importance-hunting-future-inuit-food-security/>.
- 16 Nunavut Food Security Coalition. *Nunavut Food Security Strategy and Action Plan*.
- 17 Aqqiumavvik – Arviat Wellness Society. « Arviat Goes Green », consulté le 11 mars 2021, <https://www.aqqiumavvik.com/youth-media-team>.
- 18 Kenny. « The Inuit Food System ».
- 19 Enrg Research Group. *Northern Food Retail Data Collection & Analysis*, Ottawa, Affaires autochtones et du Nord Canada, 2014, consulté le 28 janvier 2021, <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/eng/1424364469057/1424364505951>.
- 20 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, Direction générale de l'évaluation, de la mesure du rendement et de l'examen. « Évaluation horizontale de Nutrition Nord Canada » Ottawa, 2020, consulté le 28 janvier 2021, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1583415755307/1583415776936>.
- 21 Kenny. « The Inuit Food System ».
- 22 David C. Natcher. « Arctic Food Production – Opportunities in the Canadian North for the North – A Canadian addendum to the Arctic Council Sustainable Development Working Group's Final Report - The Arctic as a Food Producing Region », 2020; David C. Natcher et al. *The Arctic as a Food Producing Region – Final Project Report*, Rovaniemi, Sustainable Development Working Group, Conseil de l'Arctique, 2019, consulté le 28 janvier 2021, <http://hdl.handle.net/11374/2375>.
- 23 Natcher. « Arctic Food Production »; Natcher et al. « *The Arctic as a Food Producing Region* ».
- 24 Natcher. *Ibid.*
- 25 Statistique Canada. « Harvesting and Handicraft Activities Among Inuit: Findings from the 2017 Aboriginal Peoples Survey », Ottawa, Statistique Canada, 2018, consulté le 12 mars 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2018046-eng.pdf>.
- 26 Kenny. « The Inuit Food System ».
- 27 Kenny. *Idem.*
- 28 Natcher. « Arctic Food Production »; Natcher et al. « *The Arctic as a Food Producing Region* ».
- 29 Edmund (Ned) Searles. « To Sell or Not to Sell: Country Food Markets and Inuit Identity in Nunavut », *Food and Foodways*, vol. 24, n°s 3 et 4, 9 septembre 2016, p. 194-212, consulté le 7 mars 2021, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/07409710.2016.1210899>.
- 30 Par exemple, l'Enquête sur les peuples autochtones et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes emploient différentes méthodes de recherche et différentes mesures pour recueillir des données sur la prédominance de l'insécurité alimentaire. Ainsi, les données à ce sujet recueillies dans l'Inuit Nunangat ne peuvent pas être comparées à des données similaires recueillies dans d'autres régions du Canada.
- 31 Inuit Tapiriit Kanatami, « Qanuippitaa? National Inuit Health Survey », consulté le 12 juin 2020, <https://www.itk.ca/qanuippitaa>.
- 32 « Qanuippitaa? L'enquête nationale sur la santé des Inuits » est la seule enquête sur la santé qui est dirigée et contrôlée par des Inuits. En cours d'élaboration par l'entremise de partenariats avec les quatre organisations de revendications territoriales, l'enquête comprendra les Inuits de tout âge dans les 51 collectivités de l'Inuit Nunangat.

- 33 De récentes enquêtes régionales au Nunavik et au Nunatsiavut révèlent que non seulement la prédominance de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les ménages inuits comparativement à ceux des ménages canadiens, mais elle varie énormément entre les collectivités inuites; Gouvernement du Nunatsiavut. « Household Food Security Survey Results Released », communiqué, 23 mai 2017, consulté le 7 mars 2021, <https://www.nunatsiavut.com/wp-content/uploads/2017/05/NEWS-RELEASE-Food-security-survey-results-released.pdf>; Philippe Robert et al. « Respiratory Health », 2020, p. 53; Enquête sur la santé des Inuits de 2017 Qanuilirpitaa? How are we now? Québec, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), consulté le 13 mai 2021, https://nrbhss.ca/sites/default/files/health_surveys/A12174_RESI_Respiratory_Health_EP5.pdf.
- 34 Statistique Canada. Enquête auprès des peuples autochtones, 2017, tabulation personnalisée, préparée par Statistique Canada pour l'ITK.
- 35 U.S. Department of Agriculture. U.S. Household Food Security Survey Module: Six-Item Short Form, U.S.D.A. Economic Research Service, Ministère de l'Agriculture des É.-U., septembre 2012, consulté le 7 mars 2021, <https://www.ers.usda.gov/media/8282/short2012.pdf>.
- 36 Paula Arriagada. *Insights on Canadian Society: Food Insecurity Among Inuit Living in Inuit Nunangat*, Ottawa, Statistique Canada, 1^{er} février 2017, catalogue n° 75-006-X, consulté le 12 mars 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2017001/article/14774-eng.pdf?st=Y5Cv-AET>.
- 37 Grace M. Egeland. *Qanuipitali?: The International Polar Year Nunavut Inuit Child Health Survey, 2007-2008*, Ottawa, Santé Canada, juin 2009), consulté le 12 mars 2021, <http://www.inuithealthsurvey.ca>.
- 38 L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes offre des données sur tous les résidents du Nunavut, tant Inuits que non-Inuits, mais aucune donnée particulière aux régions n'est disponible pour la région désignée des Inuvialuits, le Nunavik ou le Nunatsiavut; Statistique Canada, « Household Food Security by Living Arrangement – Nunavut, 2017-2018, Table 13-10-0385-01 », consulté le 10 mars 2021, <https://doi.org/10.25318/1310038501-eng>.
- 39 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 2020, consulté le 12 mars 2021, <https://doi.org/10.4060/ca9692en>.
- 40 Inuit Tapiriit Kanatami. *Inuit Statistical Profile 2018*, Ottawa, ITK, 2018, 19, consulté le 12 mars 2021, <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2018/08/Inuit-Statistical-Profile.pdf>.
- 41 Hilary Ferguson. « Inuit Food (In)Security in Canada: Assessing the Implications and Effectiveness of Policy », *Queen's Policy Review*, vol. 2, n° 2, automne 2011, consulté le 29 octobre 2020, p. 54-79, <https://www.queensu.ca/sps/qpr/sites/webpublish.queensu.ca.qprwww/files/files/16%20Inuit%20food%20insecurity.pdf>.
- 42 Tiff-Annie Kenny et al. « Dietary Sources of Energy and Nutrients in the Contemporary Diet of Inuit Adults: Results from the 2007–08 Inuit Health Survey », *Public Health Nutrition*, vol. 21, n° 7, mai 2018, p. 1319-1331, consulté le 29 octobre 2020, <https://doi.org/10.1017/S1368980017003810>.
- 43 Thomas Anderson. *The Social Determinants of Higher Mental Distress among Inuit*, Ottawa, Statistique Canada, 17 novembre 2015, catalogue n° 89-653-X2015007, consulté le 9 mars 2021, http://publications.gc.ca/collections/collection_2015/statcan/89-653-x/89-653-x2015007-eng.pdf.
- 44 Maude Bradette-Laplante et al. « Food Insecurity and Psychological Distress in Inuit Adolescents of Nunavik », *Public Health Nutrition* 23, n° 14, 2020, p. 2615-625, consulté le 9 mars 2021, <https://doi.org/10.1017/S1368980020000117>.
- 45 Lynn McIntyre et al. « Depression and Suicide Ideation in Late Adolescence and Early Adulthood Are an Outcome of Child Hunger », *Journal of Affective Disorders*, vol. 150, n° 1, 15 août 2013, p. 123-129, consulté le 30 janvier 2021, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0165032712007823>.
- 46 Craig Gundersen et James P. Ziliak. « Food Insecurity and Health Outcomes », *Health Affairs* 34, n° 11, novembre 2015, p. 1830-1839, consulté le 28 octobre 2020, <https://www.healthaffairs.org/doi/full/10.1377/hlthaff.2015.0645>.
- 47 PROOF. « Food Insecurity Policy Research, Household Food Insecurity in Canada », consulté le 28 octobre 2020, <https://proof.utoronto.ca/food-insecurity/>.
- 48 Lei Men et al. « Food Insecurity Is Associated With Higher Health Care Use And Costs Among Canadian Adults », *Health Affairs*, vol. 30, n° 8, août 2020, p. 1377-1385, consulté le 31 janvier 2021, <https://www.healthaffairs.org/doi/abs/10.1377/hlthaff.2019.01637>.



- 49 Government du Canada et al. « Déclaration de l'Inuit Nunangat sur le partenariat entre les Inuit et la Couronne », Iqaluit, NU, 9 février 2017, consulté le 8 mars 2021, <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2017/02/Inuit-Nunangat-Declaration-French.pdf>.
- 50 « Welcome to Nuluaq: The Inuit Community-Based Food Initiatives Mapping Project », Ottawa, Inuit Tapiriit Kanatami, 2019, consulté le 22 janvier 2020, <https://www.itk.ca/nuluaq-mapping-project/>.
- 51 Agriculture et Agro-alimentaire Canada. *Politique alimentaire pour le Canada – Tout le monde à table*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2019, consulté le 20 janvier 2020, <https://multimedia.agr.gc.ca/pack/pdf/20190613-fr.pdf>.
- 52 Jess Haines et Amberley Ruetz. *Comprehensive, Integrated Food and Nutrition Programs in Canadian Schools: A Healthy and Sustainable Approach*, Guelph, Arell Food Institute, consulté le 27 octobre 2020, https://arrellfoodinstitute.ca/wp-content/uploads/2020/03/SchoolFoodNutrition_Final_RS.pdf.
- 53 Government du Canada. *Nutrition Nord Canada*, consulté le 20 janvier 2020, <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1415385762263/1415385790537>.
- 54 Tuktoyaktuk et Inuvik ne sont pas admissibles au programme de Nutrition Nord Canada parce qu'elles sont les seules collectivités inuites faisant partie du réseau routier de l'Amérique du Nord. Toutefois, il faut souligner que pendant la période de début de gel à l'automne et de dégel au printemps, la route Dempster vers Inuvik est temporairement fermée à la traversée des rivières Peel et Mackenzie, tandis que la route Inuvik-Tuktoyaktuk l'est pendant plusieurs semaines. Aklavik est rattachée à Inuvik par un pont de glace environ cinq mois de l'année (décembre-avril).
- 55 Bureau du vérificateur général du Canada. *Automne 2014 – Rapport du vérificateur général du Canada*, Ottawa, 2014, consulté le 20 janvier 2020, https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201411_f_39950.html.
- 56 Andrée-Anne Fafard St-Germain, Tracey Galloway et Valerie Tarasuk. « Food Insecurity in Nunavut Following the Introduction of Nutrition North Canada », *Canadian Medical Association Journal* 191, n° 2, 2019, E552-E558, consulté le 14 mars 2021, <https://doi.org/10.1503/cmaj.181617>.
- 57 Gouvernement du Canada. « Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs », consulté le 31 janvier 2021, <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1586274027728/1586274048849>.
- 58 Inuit Tapiriit Kanatami, *Inuit Perspectives on a Canadian Poverty Reduction Strategy*, Ottawa, 2018, consulté le 23 juillet 2020, https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2018/08/ITK-Submission-on-CPRS_Final_Jan2018.pdf.
- 59 Inuit Tapiriit Kanatami, *Inuit Statistical Profile 2018*, 19.
- 60 Inuit Tapiriit Kanatami, *Inuit Statistical Profile 2018*, 17.
- 61 Mark Milke. *Government Subsidies in Canada: A \$684 Billion Price Tag – Taxpayer Subsidies to Corporations, Government Businesses, and Consumers*, Fraser Institute, juin 2014, 8, consulté le 26 janvier 2020, <https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/government-subsidies-in-canada-a-684-billion-price-tag%281%29.pdf>.
- 62 Jean Robitaille et al. *The Cost of Living in Nunavik in 2016: Research Report – Revised and Expanded Version*, Québec, Université Laval, 2018, consulté le 9 mars 2021, <https://www.nunivaat.org/doc/publication/the-cost-of-living-in-nunavik-in-2016-revised-and-expanded.pdf>.
- 63 Paula Arriagada. *Insights on Canadian Society: Food insecurity Among Inuit Living in Inuit Nunangat*, Ottawa, Statistique Canada, 1^{er} février 2017, catalogue no 75-006-X, 7, consulté le 12 mars 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2017001/article/14774-eng.pdf?st=Y5Cv-AET>.
- 64 Kenny. « The Inuit Food System ».
- 65 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. « Évaluation horizontale de Nutrition Nord Canada », janvier 2020, préparé par la Direction générale de l'évaluation, de la mesure du rendement et de l'examen, de RCAANC, consulté le 30 janvier 2021, https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/DAM/DAM-CIRNAC-RCAANC/DAM-AEV/STAGING/texte-text/ev_nnc20_1583415151979_fra.pdf.
- 66 Inuit Tapiriit Kanatami. *Inuit Statistical Profile 2018*.
- 67 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. « Coût du panier de provisions nordique révisé pour l'exercice 2019–2020 », consulté le 7 mars 2021, <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/eng/1610462030814/1610462073967>.
- 68 Arctic Monitoring and Assessment Programme. *Snow, Water, Ice and Permafrost. Summary for Policy-makers*, Oslo, Norvège, avril 2017, AMAP, consulté le 14 mars 2021, <https://www.amap.no/documents/doc/snow-water-ice-and-permafrost-summary-for-policy-makers/1532>.

- 69 Grace M. Egeland et al. « Back to the Future: Using Traditional Food and Knowledge to Promote a Healthy Future among Inuit », chap. 1 dans *Indigenous Peoples' Food Systems: The Many Dimensions of Culture, Diversity, Environment and Health*, éd. Harriet V. Kuhnlein, Bill Erasmus et Dina Spigelski, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2009, consulté le 14 mars 2021, <http://www.fao.org/3/i0370e/i0370e02.pdf>.
- 70 Arctic Monitoring and Assessment Programme. *Snow, Water, Ice and Permafrost*.
- 71 Conservation of Arctic Flora and Fauna (CAFF). *Arctic Biodiversity Assessment: Report for Policy Makers*, Akureyri, Islande, CAFF, 2013, consulté le 14 mars 2021, <https://www.caff.is/assessment-series/arctic-biodiversity-assessment/229-arctic-biodiversity-assessment-2013-report-for-policy-makers-english>.
- 72 L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) compte plus de trois douzaines de pays membres qui œuvrent à établir des normes internationales visant à relever une gamme de défis sociaux, économiques et environnementaux.
- 73 Gouvernement du Canada, « Une chance pour tous : la première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté, Emploi et Développement social Canada, 2018, consulté le 14 mars 2021, <https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/poverty-reduction/reports/strategy.html>.
- 74 La Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, « La Fédération des coopératives du Nouveau-Québec: Qui Nous Sommes, consulté le 12 mars 2021, <http://www.fcnc.ca/fr/qui-nous-sommes>.
- 75 Robitaille et al., *Le coût de la vie au Nunavik en 2016*.
- 76 Peter Bjerregaard et Christina L. Larsen, « Three lifestyle-related issues of major significance for public health among the Inuit in contemporary Greenland: a review of adverse childhood conditions, obesity, and smoking in a period of social transition, » *Public Health Review* 39, n° 5 (16 avril 2018), consulté le 14 mars 2021, <https://doi.org/10.1186/s40985-018-0085-8>.
- 77 Samir Djidel et al. « Vers une mise à jour du panier de consommation, Ottawa, Statistique Canada, 6 décembre 2019, consulté le 24 janvier 2020, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2019013-fra.htm>.
- 78 V.J. Felitti et al. « Relationship of Childhood Abuse and Household Dysfunction to Many of the Leading Causes of Death in Adults, The Adverse Childhood Experiences (ACE) Study », *American Journal of Preventive Medicine*, vol 14, n° 4, mai 1998, p. 245-258, consulté le 12 mars 2021, [https://doi.org/10.1016/s0749-3797\(98\)00017-8](https://doi.org/10.1016/s0749-3797(98)00017-8). PMID: 9635069.
- 79 Jasmin Thomas. *Nunavik's Labour Market and Educational Attainment Paradox*, Ottawa, Centre d'étude des niveaux de vie, juillet 2016, consulté le 7 mars 2021, <http://www.csls.ca/reports/csls2016-13.pdf>.
- 80 Sudhanshu Handa et al. *Can Unconditional Cash Transfers Lead to Sustainable Poverty Reduction? Evidence from Two Government-Led Programmes in Zambia*, Florence, Italie, UNICEF, août 2016, Innocenti Working Paper, no IWP_2016_21, Bureau de la recherche de l'UNICEF, consulté le 7 mars 2021, <https://www.unicef-irc.org/publications/858-can-unconditional-cash-transfers-lead-to-sustainable-poverty-reduction-evidence-from.html>.
- 81 Evelyn L. Forget. « A Guaranteed Minimum Income Would be More Effective Than Current Government Programs », *Policy Options*, 16 novembre 2021, consulté le 31 janvier 2021, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2020/a-guaranteed-minimum-income-would-be-more-effective-than-current-government-programs/>.
- 82 J.C. Herbert Emery, Valerie C. Fleisch, et Lynn McIntyre. « How a Guaranteed Annual Income Could Put Food Banks Out Of Business », *School of Public Policy, Université de Calgary*, vol. 6, n° 37, Alberta, décembre 2013, consulté le 7 mars 2021, <https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/sppp/article/view/42452/30344>.
- 83 Heather A. Eicher-Miller et al. « Supplemental Nutrition Assistance Program-Education Improves Food Security Independent of Food Assistance and Program Characteristics », *Nutrients* 2020, vol. 12, n° 9 2636, consulté March 7, 2021, <https://doi.org/10.3390/nu12092636>.
- 84 Laura Wheaton et Victoria Tran. *The Antipoverty Effects of the Supplemental Nutrition Assistance Program*, Washington, DC: Urban Institute, 16 février 2018, consulté le 7 mars 2021, https://www.urban.org/sites/default/files/publication/96521/the_antipoverty_effects_of_the_supplemental_nutrition_assistance_program_4.pdf.
- 85 Comité sénatorial spécial sur l'Arctique, *Le Grand Nord – Un appel à l'action pour l'avenir du Canada*, Ottawa, juin 2019), consulté le 7 mars 2021, https://www.sencanada.ca/content/sen/committee/421/ARCT/reports/ARCTFINALREPORT_F.pdf.



- 86 Bureau du vérificateur général du Canada. « Rapport 6 – Les infrastructures de l’aviation civile dans le Nord – Transports Canada », Printemps 2017, Rapports du vérificateur général du Canada, Ottawa, 10 mars 2017), consulté le 23 février 2021, https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201705_06_f_42228.html.
- 87 Canada. « Le chemin de la croissance : Investir dans le Nord », Rapport du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord; présidente : l’hon. MaryAnn Mihychuk; Chambre des communes, 42^e législature, 1^{re} session, avril 2019, consulté le 23 février 2021, <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/INAN/rapport-18>.
- 88 Transports Canada. *Parcours : Brancher le système de transport du Canada au reste du monde*, Tome 1, Ottawa, Gouvernement du Canada, décembre 2015, catalogue n° 978-0-660-03926-8, consulté le 7 mars 2021, https://tc.canada.ca/sites/default/files/migrated/ctar_tome1_fr.pdf.
- 89 Essential Air Service. « U.S. Department of Transportation », consulté le 14 janvier 2021, <https://www.transportation.gov/policy/aviation-policy/small-community-rural-air-service/essential-air-service>.
- 90 Gouvernement de l’Australie. « *Regional Aviation Access Program Consolidated Program Guidelines* », Ministère de l’Infrastructure, du Transport, du Développement régional et des Communications, juillet 2015, consulté le 7 mars 2021, https://www.infrastructure.gov.au/aviation/regional/files/RAAP_Consolidated_Program_Guidelines_2015.pdf.
- 91 Nicole Johnston et Andrew Sharpe. *An Infrastructure Index for Remote Indigenous Communities*, Ottawa, Centre d’étude des niveaux de vie, août 2019, CSLs Research Report 2019-04, consulté le 21 janvier 2021, <http://www.csls.ca/reports/csls2019-04.pdf>.
- 92 Nunavut Tunngavik Incorporated. *Nunavut’s Infrastructure Gap*, Iqaluit, octobre 2020, consulté le 11 mars 2021, https://www.tunngavik.com/files/2020/10/2020.10.20-Nunavuts_Infrastructure_Gap_Report_vf.pdf.
- 93 Nunavut Tunngavik Incorporated. *Ibid.*, p. 92-93.
- 94 Jennifer Organ et al. « Contemporary Programs in Support of Traditional Ways: Inuit Perspectives on Community Freezers as a Mechanism to Alleviate Pressures of Wild Food Access in Nain, Nunatsiavut », *Health & Place*, vol. 30, novembre 2014, p. 251-259, consulté le 11 mars 2021, <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2014.09.012>.
- 95 Qikiqtani Inuit Association. *Food Sovereignty and Harvesting*, Iqaluit, NU, mars 2019, consulté le 11 mars 2021, <https://www.qia.ca/wp-content/uploads/2019/03/Food-Sovereignty-and-Harvesting.pdf>.
- 96 Nunavut Tunngavik Incorporated. *Nunavut’s Infrastructure Gap*.
- 97 Bureau du vérificateur général du Canada, Les infrastructures de l’aviation civile dans le Nord.
- 98 Transports Canada, *Parcours*.
- 99 Transports Canada, *Ibid.*
- 100 Il n’y a pas d’administrations portuaires dans l’Inuit Nunangat. Churchill et Tuktoyaktuk sont les deux seuls ports en eau profonde dans l’Arctique canadien; il est prévu de planifier et de construire des ports en eau profonde à Iqaluit (port pour petits bateaux et port en eau profonde; à Qikiqtarjuaq et Pond Inlet (ports pour petits bateaux et quai avec palplanches pour navires plus gros). Goose Bay et Churchill sont classés comme ports publics par Transports Canada. La seule station portuaire des bateaux de sauvetage côtier du Canada dans l’Arctique est devenue opérationnelle récemment à Rankin Inlet.
- 101 Transports Canada, *Parcours*.
- 102 Nunavut Tunngavik Incorporated. *Nunavut’s Infrastructure Gap*.
- 103 La Figure 5 est une représentation stylisée de données obtenues auprès des sources suivantes : Transports Canada, *Parcours*; gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, « Marine Transportation Services », consulté le 12 mars 2020, <https://www.inf.gov.nt.ca/en/MTS>; Desgagnés Transarctik inc., Nunavut Sealink and Supply inc. et Taqramut Transport inc., « Horaire des navires », consulté le 12 mars 2020, <https://www.arcticsealift.com/>; Labrador Coastal Service, « Vessel Departures and Arrivals », consulté le 12 mars 2020, <https://lmsi.woodwardgroup.ca/labrador-coastal-service.html>; Pêches et Océans Canada, « Carte de ports pour petits bateaux », consulté le 12 mars 2020, <https://www.dfo-mpo.gc.ca/sch-ppb/maps-cartes-fra.html>.
- 104 Government of Nunavut and Fisheries and Oceans Canada, *Nunavut Small Craft Harbours Report* (November 2005), consulté March 12, 2021, <https://www.gov.nu.ca/economic-development-and-transportation/documents/nunavut-small-craft-harbours-report>.

- 105 « Welcome to Nuluaq: The Inuit Community-Based Food Initiatives Mapping Project », Inuit Tapiriit Kanatami, Ottawa, Ont., 2019), consulté le 22 janvier 2020, <https://www.itk.ca/nuluaq-mapping-project/>.
- 106 Enrg Research Group. *Northern Food Retail Data Collection & Analysis*, Affaires autochtones et du Nord Canada, Ottawa, Ont., 2014, consulté le 28 janvier 2021, <https://www.nutritionnorth-canada.gc.ca/eng/1424364469057/1424364505951>.
- 107 Sheila B. Kamerman et Alfred J. Kahn, « Home Health Visiting in Europe », *The Future of Children Home Visiting* 3, n° 3, 1993, p. 39-52, consulté le 24 janvier 2020, <https://pdfs.semanticscholar.org/a55b/d3ba95ca5c936e2c66de4d8f31167e651dcd.pdf>.
- 108 Lois S. Sadler et al. « Minding the Baby: Enhancing Reflectiveness to Improve Early Health and Relationship Outcomes in an Interdisciplinary Home-Visiting Program », *Infant Mental Health Journal* 34, n° 5, 2013, p. 391-405, consulté le 14 mars 2021, <https://doi.org/10.1002/imhj.21406>.
- 109 Matthew R. Sanders et al., « The Triple P-Positive Parenting Program: A Systematic Review and Meta-Analysis of A Multi-Level System of Parenting Support », *Clinical Psychology Review*, vol. 34, n° 4, juin 2014, p. 337-357, consulté le 7 mars 2021, <https://doi.org/10.1016/j.cpr.2014.04.003>.
- 110 Nurse-Family Partnership, « Nurse-Family Partnership: Research Trials and Outcomes », Denver, CO, 2020, consulté le 7 mars 2021, <https://www.nursefamilypartnership.org/wp-content/uploads/2020/06/NFP-Research-Trials-and-Outcomes-1.pdf>.
- 111 Nurse-Family Partnership, *idem*.
- 112 Center on the Developing Child at Harvard University. « Building Core Capabilities for Life: The Science Behind the Skills Adults Need to Succeed in Parenting and in the Workplace », Cambridge, MA, mars 2016, consulté le 13 janvier 2019, <https://46y5eh11fhgw3ve3ytpwxt9r-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2016/03/Building-Core-Capabilities-fo>



ᐃᓄᐃᑦ ᑕᐱᓃᑦ ᑲᓄᑕᑦ
INUIT TAPIRIIT KANATAMI

 75 Albert St., Suite 1101
Ottawa, ON Canada K1P 5E7

 613-238-8181

 @ITK_CanadaInuit

 InuitTapiriitKanatami

 @InuitTapiriitKanatami

 www.itk.ca

